

1977

BNDIC



CHILE ~ AMERICA

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

EDITORIAL

° Irruption de tendances au sein de la dictature

COMMENTAIRES

° George Meany dévoile l'anticommunisme de Pinochet
° Le sens des mesures répressives entreprises par Pinochet dernièrement

LE PROBLEME MILITAIRE

° Le rôle de militaires après la Révolution cubaine
° La "Doctrine de la Sécurité Nationale" et la militarisation de la politique en Amérique Latine

EGLISE ET DICTATURE

° Déclaration de l'Episcopat chilien et réaction du Mercurio

DOCUMENTS

° Déclaration de l'Unité Populaire - Stockholm

LIVRES

° Une autopsie chilienne

**1^{er} année ~ n° 4
juin 1977**

40 P 9315

S O M M A I R E

=====

<u>EDITORIAL</u>	Page
==Irruption des tendances au sein de la dictature	3
<u>COMMENTAIRES</u>	
==George Meany dévoile l'anti-communisme de Pinochet	7
==La logique des mesures répressives prises par Pinochet dans la dernière période, Jaime Gazmuri	10
<u>LE PROBLEME MILITAIRE</u>	
==Le rôle de militaires après la Révolution cubaine, Luis Herrera	14
++La "Doctrine de la Sécurité Nationale" et la militarisation de la politique en Amérique Latine, Jaime Rojas et José A. Viera-Gallo	21
<u>EGLISE ET DICTATURE</u>	
==Déclaration de l'Episcopat chilien et réaction du Mercurio	30
<u>DOCUMENTS</u>	
==Déclaration de l'Unité Populaire-Stockholm	44
<u>LIVRES</u>	
==Une autopsie chilienne, René Dumont	52

CHILE-AMERICA

Publication périodique du
Centre d'Etudes et de Documentation

Directeur de la Publication: PHILIPPE FARINE
Imprimerie spéciale
42, rue Liancourt
75014 PARIS

Comité de Redaction: Leonardo LEIGHTON, Julio SILVA SOLAR,
Esteban TOMIC, José A; VIERA-GALLO

Il nous a paru indispensable de canaliser la voix des secteurs chrétiens et indépendants qui luttent contre la dictature de la Junte militaire chilienne. Le comité de redaction de cette publication est formé de personnes qui appartiennent à l'Unité Populaire ainsi que de personnes qui appartiennent à la Démocratie Chrétienne. Elles ont condamné dès le début le coup d'état contre le président Allende et le régime de force provenant de cette intervention. Nous ne voulons pas être une voix exclusive mais unitaire. Notre effort se joint à la grande tâche commune d'arracher le Chili à la dictature et de tracer la voie vers une démocratie plus forte et renouvelée qui rende aux chiliens, dans un niveau supérieur à celui du passé, la justice, la dignité et la liberté.

("Positions et Buts", idées exprimées dans le premier éditorial).

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 120 F par an (6 numéros)

Adressez votre chèque (bancaire ou postal)
à l'ordre de:

CHILE - AMERICA
Association La Gaïeté
42, rue Liancourt
75014 Paris

EDITORIAL

=====

Irruption des tendances au sein de la dictature.

La dernière réunion de la commission des Droits de l'Homme des Nations Unies qui s'est tenue à Genève au début du mois de Mars où l'on dénonce une fois de plus la junte militaire de Pinochet à cause de "la continuelle et flagrante violation des droits de l'Homme" - a eu une particularité jamais atteinte auparavant : Le gouvernement des Etats-Unis a voté la résolution à côté de Cuba, la Grande-Bretagne, la Yougoslavie, la Suède, l'Autriche et d'autres pays.

La dictature réagit en faisant retirer sa délégation. Quelques jours avant, à Santiago un nombreux groupe de parents des disparus ainsi que des avocats, des prêtres, des religieuses et trois évêques - Enrique Alvear et Jorge Hourton, auxiliaires de Santiago et Fernando Aristia de Copiapo - ont présenté à la cour suprême un document où figurent les noms de 501 disparus par lequel on demandait à la cour d'interpeler la junte, afin qu'elle informe l'opinion publique des résultats des recherches que le gouvernement dit avoir ordonnées. Quelques femmes - parents des victimes - se sont rendus à l'entrée des tribunaux et distribuèrent des doubles des documents aux passants.

La dictature a répondu par deux déclarations qui essayaient de disqualifier les tracts en les présentant comme un " appui à la campagne étrangère menée par le marxisme international ". Deux jours après la résolution approuvée à Genève, le gouvernement de Pinochet adopta de nouvelles et graves mesures répressives. La plus importante est la dissolution des Partis Politiques qui étaient jusque là suspendus. Le coup est dirigé contre la Démocratie Chrétienne, mais frappe aussi d'autres partis : Gauche radicale, Parti National, Démocratie Radicale. En même temps et pour la huitième fois, la dictature proroge l'état de siège pendant six mois à partir du 11 Septembre 1973; elle dénonce une conjuration contre le régime, accuse deux dirigeants de la Démocratie Chrétienne - MM Tomas Reyes et Andrés Zaldivar - et promulgue un décret selon lequel l'édition

et la distribution de nouveaux journaux, livres et revues, soient-ils nationaux ou étrangers doit être approuvée par l'autorité militaire.

Une telle mesure s'adresse contre l'ancienne équipe journalistique de la revue "ERCILLA" qui se propose de lancer une nouvelle publication. Comme l'on sait "ERCILLA" a été achetée par un groupe économique qui appuie la junte. La Démocratie Chrétienne a perdu aussi la "RADIO BALMACEDA" qui a été fermée pour une période illimitée, à cause de la dénonciation qu'elle a faite sur l'affaire des sociétés financières. C'est ainsi que la Démocratie Chrétienne a été condamnée au silence et ensuite dissoute, ou déclarée illégale. Ses biens ont été confisqués et assignés à d'autres entités. A la fin Février, la Démocratie Chrétienne déclara : "lorsqu'à quelques uns d'entre nous on impose le silence, d'autres disposent non seulement de liberté, mais ils disposent aussi de tous les moyens pour attaquer justement ceux qui n'ont pas la possibilité de se défendre". Pour sa part, M. Frei a dit : "... n'oubliez pas que la fortune n'est pas pour toujours ("personne n'arrête la roue de la fortune) et qu'un jour les actions de ceux qui abusent ainsi seront jugés par le peuple Chilien".

Les mesures répressives contre la démocratie Chrétienne deviennent plus fortes après le triomphe du Président CARTER. Le président américain a écrit une lettre à M. Frei qu'on pouvait interpréter dans le sens d'un appui. En même temps, à Genève il patronne la campagne contre Pinochet. La Démocratie Chrétienne hausse un peu la voix dans ces critiques du régime économique et politique. Ceci est clairement exprimé dans le document de Zaldivar et Reyes. En fait, la situation de la revue "ERCILLA" et de "RADIO BALMACEDA" est devenue critique après les informations sur l'affaire des sociétés financières. C'était un sujet explosif. La dictature répond de la seule façon dont elle est capable : la répression. La D.C est formellement accusée d'avoir violé la récession politique. Un avocat au service de la dictature, M. Hugo ROSENDE déclara que la suspension des partis politiques équivaut au sommeil politique, c'est un sommeil et celui qui dort ne peut rien faire. (El Mercurio 12.2.77) C'est là en effet l'idéal de la junte : un pays endormi. Celui qui n'est pas endormi est un subversif, une personne dangereuse pour la Sécurité de l'Etat.

Le Président du parlement Européen M. Emilio Colombo, a envoyé une note à la Démocratie Chrétienne exprimant sa "très vive solidarité morale contre l'attentat à la liberté politique qui frappe directement ce parti, et qui offense les sentiments de la Démocratie européenne".

Pour sa part, le Comité Permanent de la conférence Episcopale de l'église Chilienne a critiqué fortement le régime. Elle a demandé le retour du pays ^{a la} normalité, la fin de l'état de siège, la consultation du peuple, et refuse l'image perverse des partis politiques diffusée par la junte.

Dans ces jours critiques, immédiatement avant d'avoir annoncé ces mesures répressives, tous les Ministres de la dictature ont renoncé.

Mais finalement seuls deux d'entre eux ne font pas partie du nouveau gouvernement. Il s'agit de deux personnes liées à l'ex président Jorge Alessandri, M Granifo (Ministre du logement) et M Sweitzer (Ministre de la Justice.) On a adopté les mesures après leur remplacement. Avait-il besoin pour cela faire d'une plus large homogenité au gouvernement? On ne peut pas écarter la possibilité que certains secteurs de la droite commencent à avoir des conflits avec la dictature. Il y a des secteurs industriels importants qui ont été touchés par certaines décisions tels que l'abandon du Pacte Andino, la réduction relative de la valeur du dollar, la baisse des tarifs douanier etc... Dans le nouveau statut de l'investissement étranger (RAPATRIEMENT TOTAL des utilités; et du capital au bout de trois ans, "notre pays devient un de ceux qui offrent les plus grandes perspectives au capital étranger." El mercurio 20.3.77). On a éliminé du comité devant approuver les investissements le Représentant de la Confédération de la Production et du Commerce, ce qui motiva une déclaration pleine d'inquiétude de son Président. A vrai dire, les dissidences se multiplient au sein du régime. Ce qui fut évident par rapport aux mesures dont nous commentons. La dissidence a été présente aussi quand la Dictature a annulé le recours de "Habeas corpus" qu'elle même avait établie dans une de ses actes constitutionnels. D'autre part, pendant l'ouverture de l'année judiciaire, le Président de la Cour suprême a remarqué l'ampleur des prérogatives que l'état de siège donne à l'autorité unipersonnelle ce qui devient à son avis une menace aux garanties formulées dans d'autres textes.

Le nouveau Président de l'Institut du CHILI, M. Amador Neghme, au moment d'assumer ses fonctions, a fait des sévères critiques à l'activité universitaire dont " El Mercurio " a parlé dans un éditorial: le manque de stimulants pour les professeurs et chercheurs, le manque de ressources pour les bibliothèques et les laboratoires, la bureaucratie, un fort affaiblissement de l'esprit universitaire. Même la possibilité de remplacer les recteurs délégués

(possibilité qui a été écartée sur le coup par le Ministre de l'Education).

A propos de la fermeture de Radio Balmaceda, "El Mercurio" dessina deux lignes d'action tout en favorisant l'une d'entre-elles. Une ligne était l'application d'une "main forte" contre certains des moyens d'information, mais elle a été déconseillée en raison de ses coûts politiques trop graves. L'autre préconisait de laisser ouvertes quelques possibilités de différer. "Il semble plus judicieux" disait le journal "El Mercurio"- que le gouvernement autoritaire, fort et sans partis politiques, indépendant d'idéologies et engagé dans les réalisations, laisse ouvertes les possibilités de dissidence, sans oublier le châtement le plus sévère aux délits commis contre l'ordre public". (El Mercurio Ed. Inter. 6.2.77)- La dissolution de la Démocratie Chrétienne et les autres partis politiques suspendus aggrava la dissidence et crée l'inquiétude à l'intérieur du régime. Il s'imposait la ligne de la DINA et "Patrie et Liberté", c'est-à-dire la ligne que "EL Mercurio", "Qué Pasa", et d'autres secteurs trouvent inconvenient pour le succès de la junte.

"Qué Pasa" parla d'une soudaine interruption dans notre procès institutionnel". On façonne l'image d'une certaine libéralisation et institutionnalisation progressive du régime, après que ceci donna la liberté aux prisonniers arrêtés pour l'état de siège et que Luis Corvalan put sortir de la prison et quitter le pays. Les nouvelles mesures jetaient par terre cette image. "EL Mercurio" observa : "à cause des changements annoncés, le droit de diverger publiquement apparaît réduit et deviennent délictueuses l'activité politique-partidiste... d'autre part, la liberté d'expression est frappée d'une contrainte en soumettant à l'avis des autorités militaires la circulation de nouvelles publications. Le cercle international contre le CHILI ne diminuera pas avec ces mesures... à l'étranger, elles seront liées avec la renonce générale de fonctionnaires et avec les accidents arrivés sur le marché des capitaux, en donnant ainsi une fausse image d'instabilité qui serait très négative pour tous les objectifs que le pays poursuit". Ensuite El Mercurio découvre l'influence du secteur qu'impulse ces mesures: "est-ce qu'il n'y a des dirigeants de la stratégie du gouvernement qui mènent celui-ci à donner la bataille sur le terrain choisi par ses ennemis? "C'est aux ennemis de la Junte qui conviendrait de "pousser à l'extrême les choses et de présenter le régime militaire comme opposé aux traditions juridiques et politiques Chiliennes".

Ils souhaitent que le blocus international augmente et que les ennemis internes et externes du régime actuel se multiplient (El mercurio, Ed Inter; 6.3.77) le journal donne de "bonsconseil" à Pinochet et essaie de l'écartier de ceux qui le poussent sur le terrain choisi par ses ennemis. Il invoque encore la déclaration de Principes de la propre junta pour montrer que les nouvelles mesures signifient un éloignement de celle-ci. Il revendique de cette façon la position légitime et met le secteur "qui conseillemal" sur le chemin qui s'éloigne des principes de base. Les syndicaux universitaires et les dirigeants du front de la jeunesse qui appuient le gouvernement déclarent pour sa part que des documents de Zaldívar et Reyes on ne peut pas déduire l'existence d'un plan subversif, ils demandent de "définir les contours de base des futurs organes de l'état et des moyens de participation des citoyens". Ils sont inquiets de la dissolution des partis et que celle-ci apparaisse comme un recul de l'avance institutionnel et refusent l'action de groupes qui agissent à l'intérieur du gouvernement et qu'ils caractérisent ouvertement de fascistes. Pablo Rodriguez a répondu dans le journal "La Tercera" demandant aux syndicalistes de l'expliquer qui sont les fascistes et il ajouta "les partisans du gouvernement sont divisés, déconcertés, et démoralisés... La gouvernement a souffert du usureconsidérable pendant ces années, plus grand de ce qu'on peut imaginer." C'est ainsi qu'à l'intérieur du gouvernement on discute déjà entre "fascistes" et "non fascistes". Ce qui est très significatif. En tout cas il est certain que Pinochet a dû tranquiliser les inquiétudes jaillissantes dans les secteur "non fasciste" de ses partisans. Son discours vise cet objectif en essayant d'expliquer les mesures prises. Tout le discours vise à assurer que "le processus institutionnel" suivra son cours. Il dit qu'ils ne pensent pas à "s'éterniser" au pouvoir, il promet d'être plus sage dans les modifications des actes constitutionnels, réaffirme le Conseil d'Etat et il assure qu'il sera la base d'une prochaine Assemblée Législative qui inclura des membres d'origine populaire et affirme que la dissolution des partis ne signifie pas la suppression de toute forme d'association civique ou politique, mais déblayer le chemin à un nouveau concept de parti politique comme des "simples courants de pensée". Après le discours le secteur institutionaliste est rassuré et croit qu'en quelques mesure il a repris son influence sur le "lider suprême". Mais le lider sait que son recours privilégié c'est la terreur et la répression et il sait aussi que son gouvernement ne peut se maintenir autrement.

Il apparaît donc à l'intérieur des forces du gouvernement une polémique sur l'avenir du régime. Il y a de différentes alternatives reconstruites au sein de la Commission Constitutionnelle, et qui maintenant sont connues du public. On peut les résumer ainsi : a/ Les partisans d'une dictature personnelle fondée sur la DINA et revêtue d'une apparence institutionnelle type: Conseil d'Etat. B/ Ceux qui sont pour l'établissement d'un système militaire-corporatif fondé sur la dépersonnalisation du pouvoir, dans une collaboration civique militaire, mais sans partis politiques ou en les réduisant à des courants de pensée; et c) Ceux qui souhaiteraient un Etat militariste qui permettrait la "libre concurrence" de quelques partis politiques comme de moyens de participation. Au premier groupe semble appartenir les secteurs les plus durs de la dictature, Pinochet lui-même et certainement la DINA. Au second groupe adhérent : El Mercurio, Qué Pasa et le syndicalisme universitaire. Au troisième groupe ex-D C collaborationniste, tel Juan de Dios Carmona. Le nouveau gouvernement Américain semblait se pencher pour une "ouverture progressive" du système vers la troisième alternative ou même au-delà. Le Brésil était, il y a pas longtemps le meilleur exemple d'un régime militaire non personnel qui s'orientait vers

cette alternative jusqu'au moment où, brusquement, il s'est écarté de celle-ci avec la fermeture du congrès et laissant pratiquement en suspension ARENA et le M D B, les deux partis tolérés.

Au CHILI, de part sa tradition démocratique et par la conformation des forces politique fondamentales (droite traditionnelle, Démocratie Chrétienne et Unité Populaire) le passage d'une dictature personnelle de Pinochet à un régime militaire-corporatif présente d'énormes difficultés. Pas seulement à cause du pouvoir accumulé par Pinochet à l'intérieur des Forces Armées, l'action de surveillance de la DINA mais principalement parce que cela suppose un niveau de stabilité dont le régime est loin d'atteindre. Admettre le libre débat au sein des Forces Armées, ainsi qu'il arrive au Brésil et en Argentine, par exemple, amènerait automatiquement un accroissement de pressions démocratiques sur tous les fronts, (syndicats, artistes, Eglise partis politiques etc...) afin d'arriver à une démocratisation effective. D'autre part les difficultés ont été mises en relief à propos des difficultés rencontrées par la stratégie de la "démocratisation progressive" proposée par la direction de la D. Chrétienne. Les militaires savent que la fin de ce processus déboucherait sur la démocratie pleine ce qui signifierait abjurer le 11 Septembre. Tant par sa forme, que par son contenu, le putsch déboucha sur la dictature personnelle de Pinochet. Quelques secteurs de la droite, inquiets peut-être par le degré d'autonomie du dictateur, soulèvent la nécessité d'un processus institutionnel avec une influence civile. Pinochet résiste, de temps en temps, il fait des coups d'autorité qui montrent le chemin à venir. Quelques fois, il fait des concessions transitoires. Pinochet s'identifie avec la dictature. La droite peut essayer de donner de nouvelles dimensions à son pouvoir, mais si elle le questionne profondément elle sait qu'elle risque la précipitation des événements et l'effondrement du système. C'est en tout cela que réside la force de Pinochet, il peut dire à la droite et aux grands intérêts étrangers "moi ou le chaos". C'est-à-dire, ou vous êtes avec moi, ou vous périrez". Les spéculations sur les "relèves" (militaires ou civils) ont une mince viabilité pratique. L'option réelle est entre dictature et démocratie. Les solutions à mi-chemin se sont avérées irréalisables. A trois ans et demi de l'instauration de la junte au pouvoir, le cadre politique et social utilisé au début n'existe plus. La force principale à ce moment là, la Démocratie Chrétienne est forcée à l'illégalité, c'est-à-dire, à une opposition sans retour. Le front de la junte s'écroule par l'antagonisme interne de ses composants. La DINA constitue l'axe des dissensions mais à la fin elle s'impose pas seulement comme un appareil policier, mais comme un appareil du gouvernement, tel un super parti politique totalitaire qui élabore et impose ses politiques tout en écrasant ceux qui sont en désaccord.

mesure où ils ont affecté les droits de l'homme et les libertés syndicales dans votre pays. J'ai le regret de vous dire que nous n'avons guère vu de cause de nous réjouir des efforts allégués du régime Pinochet en vue de "sauvegarder ces droits". Votre référence à la position anti-communiste du gouvernement du Chili qui dissimulerait la répression constante des droits de l'homme et des libertés syndicales au CHILI est immédiatement transparente. Les excès commis par votre gouvernement au nom de l'anti-communisme sont typiques des plus tyranniques régimes fascistes de notre siècle.

Je trouve votre mention des prisons soviétiques ironique à la lumière des références aux camps de détention Chiliens visités par les membres d'organes d'enquête internationaux agréés et nommés dans leurs rapports respectifs. On ne peut que penser qu'il existe vraiment un goulag chilien.

Votre référence au sort de Huber Matos, qui languit aujourd'hui dans une prison politique cubaine, impose à l'esprit la persécution, l'incarcération et la torture documentées de syndicalistes chiliens tout aussi innocents que Matos, coupables de rien de plus que leur foi inébranlable en la liberté et en la démocratie.

La répression et le harcèlement des syndicalistes chiliens de nos jours donnent la pénible preuve que votre gouvernement ne comporte aucune différence avec les régimes que vous dénoncez publiquement. La campagne de harcèlement et les menaces de violence physique contre des dirigeants syndicaux aussi courageux que Eduardo Rios, Guillermo Santana, Ernesto Vogel, Samuel Gallardo, Enrique Mellado, Antonio Mimiza, Tucapel Jimenez, Herman Pinto German, Pedro Cifuentes, Manuel Bustos, Luis Alegria, et bien d'autres dont le seul 'crime' est un effort vaillant et désintéressé pour défendre les intérêts et le bien-être des travailleurs chiliens ne diffère pas des campagnes sans merci menées contre des prétendus dissidents comme Soljenitsyne, Bukovsky et Shakharov en Union Soviétique, et les 257 co-signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie.

COMMENTAIRE

Georges Meany dévoile l'anticommunisme de

PINOCHET.

Dire que "la Junte militaire Chilienne a été échaudée", pourrait être le meilleur résumé de l'épisode que nous rapportons ici.

Dans sa tenace campagne pour convaincre le monde entier qu'au CHILI on respecte les Droits de l'homme, Pinochet veut à tout prix se débarrasser du Sénateur Jorge Montas, à condition évidemment d'obtenir en contrepartie un éphémère bénéfice, c'est pourquoi, le Ministre du travail, Sergio Fernández Fernández, envoya une note au puissant chef du syndicalisme américain Georges Meany, en lui demandant d'utiliser son influence sur le Président Carter, afin de traiter avec Cuba de l'échange Montes-Matos. Cette démarche auprès de Meany, reposait sur les positions réactionnaires bien connues du chef de l'A.F.L. - C.I.O. et sur son anticommunisme pathologique. En fait, Pinochet considérait Meany comme étant un des siens à cent pour cent. Mais, il s'est trompé, car la réponse de Meany est dure et remet la junte à sa place d'une manière sévère.

Le texte de la "décevante" réponse qui a été rendue publique à Washington en Février dernier est le suivant :

- Monsieur le Ministre,

Notre point de vue vis-à-vis du Chili est aujourd'hui, comme toujours, marqué d'un seul objet : la défense des droits de l'homme et des libertés syndicales dans cet infortuné pays. Notre point de vue n'est pas le résultat de la "propagande marxiste", ni de "ceux qui se laissent influencer par elle", comme votre lettre l'indique, mais émane d'interviews et de recherches approfondies menées par nos représentants qui se sont rendus au Chili et de syndicalistes avec lesquels nous nous sommes maintenus en rapport au cours des années. A la lumière de ce qui précède, nous avons condamné les excès du régime ALLENDE comme ceux du régime PINOCHET dans la

Vous pouvez être assurés de l'honnêteté "du souci des Etats-Unis pour le sort des milliers et des milliers de ceux qui souffrent dans les camps de concentration communistes" et de l'extension de ce souci à ceux qui souffrent du même sort ignominieux dans les prisons et camps de concentration du régime Pinochet qui existent encore au CHILI.

La campagne pour la libération de Huber Matos sera poursuivie énergiquement par des personnes et organisations qui invoquent légitimement l'application des droits de l'homme partout, à Cuba aussi bien qu'au Chili.

Pour sa part, l'A.F.L.-C.I.O, demande instamment la restauration des droits de l'homme et des libertés syndicales au Chili et la cessation des diverses formes d'ingérence, de répression et de harcèlement actuellement employés par votre gouvernement afin d'empêcher les syndicalistes démocratiques de représenter leurs membres de classe ouvrière au Chili.

Lorsque votre gouvernement cessera sa persécution des dirigeants syndicaux et autorisera l'organisation sans restrictions de syndicats, permettra les élections syndicales non supervisées à tous les échelons du mouvement syndical chilien et restaurera le droit de négociation collective, alors, et seulement alors, existera-t-il une raison de croire que le CHILI souscrit "à la valeur universelle que les droits de l'homme mériteraient."

Là, prend fin la lettre de Meany, et elle démontre jusqu'à quel point la junte militaire n'a pas d'audience, même auprès des personnes qui sont très loin de se laisser influencer par la "campagne marxiste internationale", comme les hommes de paille fascistes veulent bêtement le faire croire à chaque fois que l'on rejette ou critique leurs façons de faire.

LA LOGIQUE DES MESURES REPRESSIVES
PRISES PAR PINOCHET DANS LA DERNIERE
PERIODE

Par Jaime Gazmuri
Secrétaire Général du MAPU-OC

Les nouvelles mesures répressives annoncées par la Junte Militaire de Pinochet en Mars dernier, ont eu une vaste répercussion internationale. Elles furent annoncées peu après que, au sein de la Commission Spéciale des Droits de l'Homme à l'ONU, une large majorité des gouvernements approuvait un vote de condamnation contre "les constantes et flagrantes violations des droits de l'homme qui continuent d'être commises au Chili, de manière de plus en plus intense". Néanmoins, ce qu'il a eu de nouveau dans ce vote c'est le fait que pour la première fois les Etats Unis ont participé activement dans cette condamnation, et ils sont même arrivés à appuyer la résolution avec l'Union Soviétique, Cuba, Yougoslavie, Grande Bretagne, Italie, Suède et plusieurs autres pays.

Dans un moment où l'isolement international du régime fasciste chilien a atteint au niveau le plus haut depuis ces trois années et demi, la politique interne de Pinochet risque de perdre l'appui de sa principale force de soutien international : l'impérialisme nord-américain.

Les répercussions internes de ces mesures ont aussi été considérables. En effet, elles exacerbent les contradictions entre le régime et l'ensemble de forces qui se situent au centre de la politique du pays, en particulier celles sur lesquelles la Démocratie Chrétienne exerce son influence. Les mesures auront des répercussions importantes aussi au sein de l'Eglise Catholique dont les relations avec le gouvernement ont suivi un processus de dégradation constante.

Du point de vue purement répressif, les mesures annoncées -illegalisation des partis politiques qui étaient inactives par disposition de la loi, nouvelles restrictions pour le fonctionnement de la presse et l'importation des livres et imprimés- semblent superflues.

Dans un régime comme le Chilien, la répression contre toutes sortes d'opposition, a été exercée jusqu'à présent sans aucune autre limite que celle voulue par le régime lui-même, en atteignant toutes les formes extrêmes et inhumaines que tout le monde connaît largement.

Quels sens ont, donc, ces annonces spectaculaires, que de manière évidente portent préjudice à l'image interne et externe de la dictature sans lui rapporter apparemment des avantages additionnelles ?

Pour dévoiler la logique cachée derrière l'intensification du caractère répressif de la politique de Pinochet, il faut faire l'analyse du processus politique qui s'est développé au sommet militaire et civil qui gouverne.

Fondamentalement au cours de l'année 1976 il s'est produit au Chili une évidente augmentation de l'activité des forces opposées au régime. D'une part, le régime n'a pas réussi à liquider les partis de l'Unité Populaire qui luttent clandestinement ; plus encore, il s'est produit un accroissement de sa force et de sa cohésion politique. La preuve c'est le fait qu'à la fin de l'année, pour la première fois depuis le putsch, tous les partis de l'Unité Populaire approuvèrent à Santiago un document politique. Dans ce document, les partis de l'Unité Populaire établissent leur position commune sur la stratégie et la tactique pour faire face au fascisme, le vaincre et le remplacer. Cette déclaration a une grande valeur, pas seulement par son contenu politique, mais aussi parce qu'elle exprime l'existence au Chili d'un mouvement populaire organisé, ferme, actif et qui a pu résister à la plus brutale répression. C'est un coup dur à un gouvernement dont sa justification historique maximale est "l'élimination définitive du marxisme au Chili".

Parallèlement, la rupture entre l'ensemble de la D.C. et le gouvernement se fait irréversible, et ce Parti assume une politique d'opposition ouverte et active contre le régime militaire. L'Eglise Catholique Chilienne, de sa part, qui a fait de la défense des droits de l'homme et la solidarité avec les persécutés et opprimés les thèmes principaux de sa Pastorale, vit un processus d'éternel affrontement avec un régime qui accentue son caractère réactionnaire et répressif.

Cette ensemble d'éléments exerce une influence dans le développement au niveau social des multiples et variées formes d'expression du mécontentement, de résistance et de lutte anti-fasciste. Deux sont les piliers de ce mouvement social d'opposition:

Le premier est constitué par l'activité des organisations syndicales - qui n'ont pas pu être absolument mises hors de la loi - autour des revendications économiques et démocratiques de la majorité des travailleurs.

C'est aussi la dimension qui prend le mouvement contre la terreur fasciste et la défense des droits de l'homme. Celui là se fonde dans la dramatique situation des "disparus", dans la mesure où les séquestrations sont en 1976 la méthode privilégiée de répression utilisée par la DINA (police politique). La séquestration presque simultanée, au cours du mois de Décembre, de treize personnes, plusieurs d'entre elles militants communistes très connus (parmi elles, le professeur Fernando Ortiz, membre du Comité Central du P.C. CH) a donné lieu à un large mouvement public de protestation.

Ce mouvement apparaît avec la pétition des familles des disparus auprès de la Court Suprême de Justice pour qu'elle réalise une investigation profonde des circonstances de ces disparitions. Dans la présentation on reconnaît - pour la première fois depuis le putsch - le caractère de militants politiques des séquestrés, et on signale l'intention génocide de la dictature envers tous ceux qui ont été militants de la gauche chilienne.

Lors de sa première présentation, la pétition obtient le soutien des secteurs les plus représentatifs du pays : plusieurs organisations syndicales, personnages connus du monde culturel et artistique, l'Eglise Catholique à travers le Vicariat de la Solidarité, les principaux leaders de la D.C., entre eux, Andrés Zaldívar et Patricio Allwyn. En Janvier, il a eu lieu une sorte de "meeting" devant les Tribunaux de Justice, où les familles des disparus ont distribué un document portant leurs dénonciations. Tous ces événements ont permis la rupture du silence relatif avec lequel la population supporte la répression fasciste. Ils ont aussi signifié une très large convergence politique et idéologique de tous les secteurs démocratiques par rapport à la lutte publique pour la défense des droits de l'homme et les libertés démocratiques. La dynamique du mouvement menaçait de rompre ce que la dictature appelle 'ordre public'.

Parallèlement au développement d'une opposition de plus en plus large et ouverte, la crise économique du pays s'accroît.

Les premiers jours de Janvier éclata un spectaculaire scandale politico-financier avec la faillite de plusieurs sociétés financières et bancaires, qui s'étaient développés grâce à l'appui officiel de la Junte, qui les considérait comme partie essentielle du modèle économique et sociale de marché, sous l'inspiration de l'Ecole de Chicago.

Au fond de cette crise, se trouve la contradiction croissante entre le petit groupe monopoliste financier qui s'est approprié de l'économie et les secteurs patronaux liés plus directement à l'appareil productif.

L'approfondissement de la crise politique et économique de la dictature a eu aussi des répercussions sur l'Armée et les secteurs civils qui lui donnent encore leur appui. Dans ces milieux il y a ceux qui proposent la sortie de la crise à travers une ouverture économique et politique qui pourrait faire diminuer les effets négatifs de l'isolement national et international du régime. Depuis Septembre 1976, les contradictions de ces secteurs avec Pinochet et son groupe, s'étaient exprimées en toute évidence. La question des rapports entre la D.C. et l'Eglise a été un point privilégié du conflit entre les différentes tendances au sommet militaire. La mise hors de la loi des partis politiques, mesure orientée essentiellement contre le Parti Démocrate Chrétien, signifie que Pinochet a décidé de faire face à tous ceux qui proposent des modifications, même partielles. Cela signifie aussi la nécessité d'imposer des nouveaux limogeages à l'intérieur de l'Armée. Cela signifie un sérieux problème pour tous les secteurs qui ont prétendu institutionnaliser et donner une apparence civile au régime. Un témoignage ridicule du caractère purement décoratif des nouvelles institutions, se trouve dans la réponse de Jorge ALESSANDRI (1) membre du Conseil d'Etat, à la pétition d'intervention présentée par la famille d'un des disparus : "Vu que je n'ai aucune influence sur ce gouvernement, ça fait longtemps que je m'abstiens d'intervenir dans des cas pareils"...

(1) Jorge Alessandri, ex Président de la République du Chili, conservateur.

Selon notre opinion, la nouvelle situation créée au Chili impose quelques conclusions à l'ensemble des forces démocratiques du pays. Beaucoup d'entre elles nous les avions réitérées à plusieurs reprises.

Il reste, une fois de plus, l'évidence que, par sa nature, les forces de soutien au fascisme - la bourgeoisie monopoliste - financière, l'état major militaire fidèle au Président Pinochet et les intérêts impérialistes qui l'appuient - sont fermement résolus à ne pas lâcher le pouvoir. Seulement une large confluence des forces sociales, politiques et militaires mobilisées activement dans la lutte contre la dictature, sera capable de le mettre fin.

Dans les conditions du fascisme, les changements "par dessus" n'ont pas une grande efficacité. L'unité des forces démocratiques est une nécessité qui s'impose par son propre poids. Il y en a ceux qui ont cru qu'en évitant les convergences avec la gauche ils auraient un grand espace d'action politique, et ils ont été brutalement démentis par Pinochet lui-même.

L'agressivité montrée par la Junte fait disparaître les illusions des ceux qui pensaient qu'elle pouvait tomber par la seule influence des facteurs internationaux et l'isolement du régime dans ce terrain. La politique de Pinochet part de la supposition que s'il réussit la consolidation, les contradictions éventuelles avec le gouvernement des Etats Unis seront dissipées dans le cadre des intérêts stratégiques des Etats Unis dans le continent et qu'ils amèneront n'importe quelle administration nord-américaine à appuyer finalement son gouvernement. Tout ça ne diminue l'importance de la solidarité internationale avec la démocratie chilienne et l'affaiblissement de la Junte qu'elle entraîne, comme conséquence de l'isolement international.

Tous ça nous amène aussi à réaffirmer une fois de plus notre conviction que c'est le développement d'un large, puissant et combatif front antifasciste au CHILI le facteur fondamental de sa libération.

LE PROBLEME MILITAIRE

LE ROLE DES MILITAIRES APRES LA REVOLUTION
CUBAINE.

(d'après le rapport de Luis Herrera : "Les militaires comme un maillon dans la chaîne de la domination Nord-Américaine en Amérique Latine".)

Cuba a signifié une espèce d'explosion dans le système. La révolution cubaine a signalé la crise de la légitimation de la domination impérialiste comme telle. Le "statu-quo" largement établi, pouvait être altéré et fortement. Dans les autres pays de l'Amérique Latine, la crise s'est réfléchi sur les appareils traditionnels de la légitimation du "statu-quo", l'Eglise et les Universités, donnant comme résultat un processus de radicalisation. De jeunes prêtres et des étudiants universitaires éventuellement se sont unis aux grands foyers groupes de "guerrilleros".

La réaction impérialiste, lors de l'expérience douteuse de la BAIES DES COCHONS en 1961, a tenté une amélioration plus rationnelle dans la systématisation et la sophistication des mécanismes de domination. Il était très clair alors que les demandes des masses latino-américaines pouvaient difficilement être ignorées plus longtemps. Ce défi vigoureux

à la domination devait être affronté aussi bien dans la dimension politique que dans la militaire.

Essayons d'analyser ici, brièvement quelques-uns des aspects de cette nouvelle politique du bon voisin.

Dans le domaine économique, l'alliance pour le progrès, discriminatoire et selective, ouvrit des marchés pour les produits Nord-Américains et pour les investissements de capital (qui, eux payaient des impôts, des dividendes et des soldes aux économies locales dépendantes.). Elle procura aussi quelques machines modernisées, pour rendre possible l'augmentation d'exportations, permettant ainsi aux économies latino-américaines de gagner davantage de monnaie étrangère (avec laquelle elles pouvaient acheter des marchandises conseillées par les experts de l'Alliance), et avec des investissements étrangers pour augmenter les profits de leurs industries. Il y eut aussi une

tendance vers une présence plus réduite des grandes corporations (spécialement quand elles traitaient avec des formations sociales de haute compétence politique).

L'augmentation des risques paraissait y correspondre. En termes généraux, le contrôle commercial, technologique et financier se rétrécit et se fit plus sophistiqué.

Dans le domaine idéologique et politique, les moyens de masses de l'Amérique latine rigoureusement contrôlés, dénoncèrent la révolution Cubaine comme un défi hémisphérique et ils se concentrèrent sur une nouvelle édition de la guerre froide.

Les gouvernements qui étaient allés plus loin que les limites fixées au processus de réforme de l'Alliance pour le progrès devaient, simplement, être éliminés et remplacés par des gouvernements autoritaires.

Bien que les buts de l'impérialisme fussent clairs, la méthodologie pour-y arriver, montrait quelques contradictions intéressantes, qui allaient des pressions diplomatiques au style Brésil en 1964, jusqu'à l'affaire de la République Dominicaine en 1965. En fait, méthodes différentes pour buts similaires, étaient à l'essai.

Dans le domaine militaire spécifiquement, a été pratiqué une

amélioration dans les concepts de la méthodologie de l'instruction et dans la consolidation du Monopole des Etats-Unis, de l'aide militaire et technologique, parmi d'autres mécanismes de manipulation directs. Un facteur idéologique commença à jouer un rôle plus significatif. Les forces armées latino-américaines eurent une tendance à se dénationaliser pour faire face ensemble au défi hémisphérique extérieur posé par le "Communisme" défi qui, paradoxalement, était conçu comme subversion interne. Non seulement l'OEA empêcha Cuba d'être parmi ses membres en 1962, mais elle a fourni une couverture légale aux forces armées brésiliennes pour leur invasion de la République Dominicaine en 1965, donnant naissance à ce qu'on a appelé Force de Sécurité Interaméricaine. La même année, le Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua acceptèrent de former un bloc militaire pour la coordination de toute la résistance possible contre l'agression communiste. Les militaires du Brésil et de l'Argentine ont fait eux aussi des essais en vue de la formation des forces policières régionales et de fixation des frontières idéologiques.

En affrontant la subversion interne, les militaires supposait-on, devaient être préparés à penser aux points suivants de cette séquence logique:

- 1/ La préservation de la Sécurité nationale et l'intégrité et la promotion de l'accroissement économique sont essentiels pour le bien-être de la Société.
- 2/ La prise de décisions sur ce dernier terrain ne peut pas être laissée aux caprices d'une opinion publique erronée où à la corruption et l'inefficacité de la démocratie formelle.
- 3/ Seulement, les organisations avec une capacité technologique suffisante et avec une adéquate notion de la hiérarchie (telle que celle des forces armées) peuvent éventuellement être la base pour l'instauration et la direction de la société, quelle que soit l'étendue des conflits sur les valeurs.
- 4/ Pour le reste de la société, on peut trouver des positions qui correspondent à leurs capacités actuelles et à leurs possibilités réelles d'aider le pays.
- 5/ La conduite d'un pays en voie de développement vers le point de décollage économique, peut-être effectuée uniquement si le gouvernement n'a pas seulement les idées justes, mais aussi le pouvoir absolu pour les appuyer.

Cet espèce de raisonnement simple et compréhensible est explicite dans les camps militaires au Brésil en 1964, en Argentine en 1966 et au Pérou en 1968.

Il est à remarquer que, dans les trois cas les gouvernements militaires n'avaient pas l'intention de reculer.

Instruction continentale

En 1903, un traité donna aux Etats Unis le contrôle du canal de Panama "a perpetuité". Même si quelques progrès ont été faits dans les dernières négociations par rapport au Canal de Panama, il est hautement remarquable que la présence militaire dans cette zone ait été soigneusement gardée. Sous l'administration Nixon, l'activité militaire des Etats Unis dans cette zone augmenta considérablement. La quasi-totalité de la force anti-subversive pour l'Amérique latine est localisée dans la dite zone, en incluant plus de 12.000 hommes de l'armée, de la force aérienne et de la marine, des centres d'instruction militaire et une école de guerre.

Le quartier général du Commandement Sud des Etats Unis (SOUTHCOM), qui coordonne toutes les activités militaires et de renseignement, supervise tous les programmes d'assistance militaire, et maintient une communication et un filet logistique pour les forces américaines à travers l'Amérique latine.

La zone du Canal est aussi un camp d'entraînement pour des centaines de militaires de l'Amérique latine. Plus de 40.000 étudiants ont obtenu leurs diplômes et gradés dans l'Ecole Militaire des Amériques (USARSA) et dans l'Académie Interaméricaine de la Force Aérienne, depuis leur fondation en 1940. Beaucoup parmi ces gradés ont atteint des postes de responsabilité auprès de leurs gouvernement.

En octobre 1973, plus de 170 diplômés de USARSA étaient à la tête de gouvernements, ministres, généraux d'Etat Major ou bien directeurs du Service d'Intelligence dans leur pays. Ce n'est pas alors une coïncidence si tous les membres de la Junte chilienne et le directeur du Service d'Intelligence chilien soient diplômés de cette école. Ainsi le déclarait le secrétaire de Défense Robert McNamara en 1963:

"Probablement, le retour optimal de nos investissements en assistance militaire vient de l'instruction d'officiers sélectionnés et de spécialistes clés dans nos écoles militaires et nos centres d'entraînement aux Etats Unis et à l'étranger. ces étudiants sont choisis par leurs pays pour être formés pour exercer comme instructeurs à leur retour chez eux. Ils sont les futurs leaders, les hommes qui auront le savoir-faire et qui l'apprendront à leur troupes. Je n'ai pas besoin d'aller plus loin sur la chance d'avoir ces hommes comme leaders, des hommes qui ont des connaissances supérieures de première main sur la façon dont les Américaines font les choses et comment ils les pensent. Se faire de

tels amis n'a pas de prix".

Et dans un style pareil, en 1963:

"Le rôle essentiel des militaires latino américaines en tant que force stabilisatrice considère tous les risques compris dans l'assistance militaire en vue de la sécurité interne:"

En réalité, l'apport d'aide militaire destinée aux forces armées latinoaméricaines a été largement doublé par rapport à la proportion mondiale. Plus encore, la partie d'assistance militaire assignée à l'instruction était d'une proportion de 8 pour cent pendant la période 1950-1964, et s'est élevée à 16 pour cent en 1967.

L'entraînement ne se limite pas seulement aux aptitudes militaires. Il tend aussi à couvrir chacun des aspects paramilitaires, économiques, sociologiques et politiques mêlés dans la lutte contre la subversion interne, tel qu'on le remarque dans le Curriculum sélectionné de USARSA dans l'Appendice 2.

L'instruction des militaires est complétée par l'instruction des forces policières militarisées. L'Académie Policière Internationale, l'Académie du F.B.I. et autres, font des jonctions avec des centres d'entraînement tel que l'Académie des Patrouilles Frontalières des Etats Unis, à Fresno, Texas, où les policiers étrangers sont instruits dans le dessin, la manufacture et l'utilisation des cocktail molotov et d'appareils incendiaires. (Les coûts d'instruction sont à la charge de l'Agence pour le Développement International, AID).

APPENDICE 1: Personnel militaire étranger entraîné sous le programme d'assistance militaire, 1950-1968
(1)

Pays	Entraînés 50-63	Entraînés 64-68	Total Entraînés
Argentine	1.190	1.216	2.406
Bolivie	764	1.432	2.196
Brésil	3.416	2.255	5.671
Chili	2.219	1.448	3.667
Colombie	2.516	1.378	3.894
Costa Rica	208	321	529
République Dominicaine	955	1.419	2.374
Equateur	2.246	1.549	3.795
Salvador	304	528	832
Guatemala	903	1.117	2.020
Haïti	504	--	504
Honduras	746	602	1.348

Mexique	240	306	546
Nicaragua	2.366	1.204	3.570
Panama	768	2.106	2.870
Paraguay	204	564	768
Pérou	2.828	1.624	4.444
Uruguay	807	607	1.414
Venezuela	724	2.382	3.106
<hr/>			
TOTAL Amérique latine	24.421	22.058	46.479

(1) Source: "L'établissement militaire", Adam Yarmolinsky, New York, 1971.

APPENDICE 2: Curriculum sélectionné du catalogue USARSA(2)

LISTE DE COURS

- Cours: E-11, Police Militaire NCO., 34 élèves, 10 semaines
Buts: Entraîner les élèves aux aptitudes policières-militaires.
Programme: Fonctions de chef militaire; défi communiste; activités policières-militaires; recherche criminelle; contrôle du trafic; perturbations civiles; sécurité physique; sécurité personnelle; méthodes d'instruction; lecture de plans; orientation d'intelligence militaire; opérations de contre-insurrection; premiers secours.
- Cours: E-15 Interrogateur du Service d'Intelligence Militaire, 34 élèves, 6 semaines.
Buts: Préparer des étudiants pour agir comme interrogateur d'intelligence militaire et développer des aptitudes fondamentales sur Ordre de Bataille et contre-intelligence.
Programme: Thèmes militaires généraux; thèmes généraux d'intelligence; Ordre de Bataille; interrogatoires; le défi communiste: lecture de plans; méthodes d'instruction.
Conditions requises: Le personnel doit avoir fait au moins des études primaires et avoir de l'habileté en expression orale et écrite.
- Cours: E-16 Officier non-commis d'intelligence militaire, 34 élèves, 16 semaines
Buts: Préparer des élèves pour agir en qualité de surveillant en combat d'intelligence ou assumer des tâches de contre-intelligence.
Programme: Thèmes généraux d'intelligence; lecture de plans; interrogatoires; combat d'intelligence; combat contre-intelligence; recherches de contre-intelligence; employés; sécurité militaire; le défi communiste; méthodes d'instruction.

Conditions requises: Les élèves doivent avoir au moins le grade de caporal ou un plus haut degré. Ils doivent avoir au moins 6 ans d'éducation et avoir suivi un cours de base d'intelligence.

Cours: O-7, Contre-insurrection urbaine, 34 élèves, 5 semaines.

Buts: Procurer aux élèves la compréhension des rôles des agences locales, régionales et nationales dans la prévention et le combat de perturbations urbaines. Développer la conscience des différences entre l'insurrection paysanne et urbaine.

Programme: Théorie, tactique et l'équipement pour la contre-insurrection dans les zones urbaines; activités policières; administration; présentations étudiants; exposé de visiteurs.

Conditions requises: Officiers major ou colonel ou représentants équivalents de la police et d'autres agences de gouvernement avec des responsabilités dans l'ordre civil et la sécurité publique. Les participants doivent être préparés pour a) présenter une conférence sur des problèmes de surface et sur des solutions pour prévenir ou combattre l'insurrection urbaine et les agitations civiles dans leurs pays d'origine, et b) discuter sur l'équipement nouveau ou unique utiliser dans leurs pays pour contrôler l'insurrection urbaine. Les préparations pour a) et b) devront inclure une assistance pour l'instruction appropriée.

Cours: O-9, Officier Policier militaire, 34 élèves, 11 semaines.

Buts: Préparer des officiers de police militaire pour l'assignation de devoirs au niveau d'unité.

Programme: Thèmes généraux militaires et d'administration; activités policières-militaires; recherche criminelle; contrôle du trafic; agitations civiles; sécurité physique; sécurité de personnalités; méthodes d'instruction; premiers secours; maintenance.

Cours: O-11, Officier d'intelligence militaire, 34 élèves, 19 semaines.

Buts: Préparer des officiers pour assumer des responsabilités de combat d'intelligence et de tâches de contre-intelligence; préparer les élèves pour devenir instructeur d'intelligence.

Programme: Thèmes généraux d'intelligence; lecture de plans; ordre de bataille; interrogatoires;

combat de contre-intelligence; spécialités de comités d'intelligence; employés/informateur; sécurité militaire; le défi communiste; méthodes d'instruction; séminaires; G-2 voyage sur le terrain.

Conditions requises: Officiers de compagnie assignés ou avec expectative d'assignation aux agences d'intelligence dans leurs pays.

(2) Source: "Rapport NACLA sur l'empire latino-américaine", N° 3, mars 1974; pages 26-27.

LA DOCTRINE DE LA SECURITE NATIONALE ET LA
MILITARISATION DE LA POLITIQUE EN
L'AMERIQUE LATINE
(Première partie)

Jaime Rojas
José Antonio Viera Gallo

Les régimes militaires du Cône Sud de l'Amérique Latine ont au moins deux caractéristiques fondamentales communes: la politique économique qu'ils pratiquent et le schéma politico-idéologique de la sécurité nationale. Le présent travail traite de l'analyse de ce dernier aspect.

Ce que l'on nomme "Doctrine de la Sécurité Nationale" a cessé d'être une élaboration circonscrite aux Ecoles Supérieures de Guerre pour se transformer en idéologie officielle de l'Etat, et embrasse en fait tous les domaines de la vie sociale. D'une manière intéressée on a diffusé l'idée que la société est en danger, que des forces externes et internes puissantes menacent la stabilité et l'existence même de l'Etat, qu'il existe une conspiration en marche: face à cette vague subversive, on a soutenu l'idée que les gens communs, le peuple, sont désarmés et que, même eux, sont en danger d'être contaminés par le mal. Alors, les forces armées invoquant la défense de "l'être national" se sont emparé du pouvoir, ont imposé un ordre par la violence et se sont érigés garants de la sécurité. Nous assistons en Amérique Latine, depuis le coup d'état militaire qui a renversé Joao Goulart le 31 mars 1964, à un processus de militarisation de la société.

La symbiose entre l'Etat et les Forces Armées a précédé l'extrapolation des structures et des "valeurs" militaires autoritaires à tout le système social. Nous nous trouvons

donc face à un nouveau type de militarisme, radicalement différent des interventions que faisaient traditionnellement les militaires dans la vie politique latino-américaine. (1)

Le militarisme nouveau s'inspire de la doctrine de la Sécurité Nationale. Cependant ces causes sont profondes et se confondent avec l'évolution récente du processus latino-américain. Elles ne sont pas seulement idéologiques. En effet, après la seconde guerre mondiale se produisent en Amérique Latine une série d'événements qui liés entr'eux, débouchent sur le militarisme actuel. Parmi eux il convient de signaler:

- a) La crise sociale provoquée par l'impact des multinationales et par l'échec des différentes tentatives de développement national autonome.
- b) Consolidation du système inter-américain sous l'hégémonie des Etats Unis, système qui constitue en même temps une alliance militaires Forces Armées Latino Américaines se transformant en un canal privilégié de l'influence des Etats Unis,
- c) Changement de la fonction sociale et politique des militaires et naissance parmi les officiers d'une nouvelle mentalité technocratique et autoritaire.

La doctrine de la sécurité nationale est un des facteurs déterminants de la naissance du nouvel Etat Militariste dans le cône sud.

L'étude des problèmes implicites et explicites à cette idéologie nous permettra de mieux connaître la mentalité des nouveaux officiers, la perception qu'ils ont de leur mission et de la société et les structures fondamentales du pouvoir dans l'hémisphère. De plus, cette matière constitue un des thèmes obligés de l'élaboration politique des forces démocratiques latino-américaines, les quelles doivent tenir un propos juste sur la sécurité de l'Etat et le rôle des Forces Armées en général.

Developpement de la Doctrine de la Sécurité Nationale.

La fonction traditionnelle des militaires dans le système politique latino-américain comprenait les tâches fondamentales suivantes:

- a) defense de l'intégrité territoriale (élément de base du rôle militaire),
- b) force répressive interne de l'Etat libéral-populiste prédominant dans la contrée depuis la grande crise des années 30.
- c) fonction modératrice du débat politique. L'accomplissement de ces tâches était facilitée du fait que les secteurs qu' A Gramsci appelle politicemilitaires, en les différenciant des technico-militaires, c'est à dire, les groupes sociaux d'où sont issus les officiers,

étaient essentiellement les couches moyennes urbaines émergentes.

Dans certaines pays comme le Chili ou l'Uruguay, la fonction militaire assumait les caractéristiques de légalisme et du professionalismisme-apolitique, par contre dans d'autres pays comme le Brésil, l'Argentine et le Pérou, le rôle directement politique des institutions armées était socialement reconnu. L'aspect déterminant de la fonction militaire pour laquelle étudiaient et se préparaient les Officiers, et pour laquelle la troupe était formée avait trait à l'éventualité d'un conflit armé avec les pays limitrophes et, effectivement, l'histoire indépendante des pays latino-américains est jalonnée de guerres d'anexion territoriale et de disputes limitrophes non résolues.

Cependant cette fonction des militaires ira changeant au cours du présent siècle tandis que, parallèlement, comme un élément symptomatique et comme cause à la fois des transformations qui s'opèrent à l'intérieur des casernes et dans la société en général, surgiront des théories de la Sécurité Nationale.

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les armées latino-américaines maintiennent des liens étroits avec les armées européennes, principalement anglaise, française et allemande. Leur influence se fait sentir dans la professionalisation des institutions armées, changeant de pays à pays et à l'intérieur de l'armée de terre, de la marine ou de l'aviation.

Dans les années 40 commence à se manifester entre les officiers un certain esprit critique face à un type d'instruction et de l'entraînement que leur offrent les officiers européens lesquels se limitent exclusivement aux aspects tactiques laissant presque complètement de côté le cadre stratégique correspondant. Même les thèmes tactiques, sont abordés de manière abstraite: on leur apprend comment affronter une guerre en assumant les leçons de la Première Guerre Mondiale sans tenir compte des différences existant dans la topographie des possibles champs de bataille ni la réelle capacité de guerre des pays et des armées latino-américaines.

Il s'agit d'une technique importée, imposée, étrangère à la réalité. Un exemple peut illustrer ce qui a été dit: l'application mécanique des règlements de l'armée française contribua à l'incapacité des troupes péruviennes à affronter en terrain de forêt vierge l'armée colombienne dans le conflit de 1932, événement qui provoqua un processus de rectification dans les troupes péruviennes "tant d'incongruité sur le terrain tactique comme l'inapplicabilité des règlements français sur des terrains exotiques à la géographie de la France continentale, où la nécessité de circonscrire les travaux académiques à des théâtres d'opération très réduits là où il aurait été possible d'appliquer ladite réglementation était aggravée par l'absence d'un fond stratégique dans lequel

encadrer les situations tactiques surtout dans l'instruction des cadres militaires de haut niveau la nécessité d'études stratégiques était donc de caractère impératif". (2)

En ce qui concerne le Brésil, cette nécessité fut ressentie avec force par des officiers qui participèrent, aux côtés des troupes nord américaines en Italie pendant la Seconde Guerre Mondiale. Il advint de même selon diverses modalités, dans les autres pays du Cône Sud.

Cette aspiration du corps d'officiers à une formation plus adéquate et complète dans le domaine militaire qui comprendrait une étude sérieuse de la stratégie, fut recueillie par les gouvernements latino-américains et même par les Etats Unis qui émergeaient de la guerre en tant que puissance militaire triomphante. C'est ainsi qu'est réouvert le "War College" des Etats Unis (1947) où viendront à être formés des officiers latino-américains, on crée le "Centro de Altos Estudios del Ejército Argentino (1943) l'Ecole Supérieure de Guerre du Brésil et le Centre de Hautes Etudes Militaires au Pérou (1950). C'est à la même époque que se cristallise le système inter-américain de défense avec le Traité Inter-Américain d'Assistance Réciproque, signé à Rio de Janeiro en 1947.

Dans les nouveaux centres d'études militaires pour le Haut Commandement la géopolitique et la géostratégie sont diffusées et deviendront, par la suite, des piliers de base de la doctrine de la sécurité nationale. Dans cette nouvelle formation des officiers, les changements sociaux, militaires et internationaux, se manifestent et on peut commencer à entrevoir une idéologie antagonique aux conceptions démocratiques que regnent dans la société.

Le concept même de sécurité nationale naît en Amérique Latine lié à une transformation et à une amplification de la fonction militaire dans la société dues à la supériorité de l'idée restrictive de défense nationale se référant avant tout à la sauvegarde des frontières géographiques.

Dans la genèse de la conception même de la sécurité nationale se trouve l'aspiration du nouveau corps des officiers à participer de manière plus déterminante, directe et permanente dans la vie de l'Etat.

Parallèlement la sécurité nationale apparaît comme liée au concept général de Sécurité Hémisphérique. La diffusion atteinte par la géopolitique Nord-Américaine à une grande importance dans cette relation en particulier, l'oeuvre de Nicholas J. Spykman ("Les Etats Unis face au Monde" 1942) qui affirme la nécessité historique de la prédominance Nord-Américaine sur son propre continent comme pré-condition de sa capacité hégémonique mondiale point sur lequel il existe un complet accord entre Isolationistas et

La Sécurité des Etats Latino-Américains été conçue comme indissolublement liée à la sécurité des Etats-Unis. En réprenant la doctrine de Monroe "L'Amérique aux Américaines"- le danger est visualisé comme provenant d'un autre continent par la naissance d'une puissance extra-continentale militairement agressive: Pendant le XIX siècle et au début du XX Ce fut l'Angleterre et la France une fois détruit le pouvoir colonial espagnol et portugais; ensuite la menace venait des puissances nazi-fascistes de l'Axe et enfin, dans la mentalité propre à la guerre froide de l'U.R.S.S. L'expansionisme soviétique- selon la confession de Morgenthau lui-même qui fut parmi ceux qui attirèrent le plus l'attention sur le "péril communiste"- n'était pas au moment de l'après-guerre un danger réel, mais une nécessité politique interne des Etats Unis. Cette conception de guerre froide mena à identifier la sécurité nationale des états latinoaméricaines à la sécurité de l'hémisphère, de telle sorte qu'il se constituait un front géo-politique homogène. Spykman lui-même reconnaissait que le système interaméricain présentait deux types de contradictions: entre les U.S.A. et les pays latino-américains d'une part, et d'autre part entre ces derniers eux-mêmes, contradictions qu'il estimait surmontables par un système adéquat d'intégration. En fonction de la sécurité du système interaméricain les officiers du Cône Sud définirent la géopolitique de chaque nation et leur propre fonction en faveur de la sécurité. Il ya une subordination et une dépendance de base dans la sécurité nationale telle qu'elle a été comprise par la majeure partie des militaires latino-américains.

Le triomphe de la révolution cubaine produisit un impact profond dans le Pentagone et les Forces Armées latino-américaines: au coeur du système interaméricain, dans le "mare nostrum" des Etats Unis, non seulement une révolution populaire contre l'armée professionnelle avait triomphé, mais encore le nouveau pouvoir se déclarait socialiste et étendait ses liens avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes, défiant l'impérialisme nord-américain. Puis s'organisaient la Tricontinental et l'OLAS, Cuba devenant, au cours des années 60, un pôle d'attraction et d'irradiation révolutionnaire. De même qu'en Corée, en Chine, au Viet-Nam et en Algérie avait triomphé un nouveau type de conflit: la guerre de guerrillas, la guerre populaire, etc.

La dernière guerre terminée, les Etats Unis avaient compté avec le pouvoir atomique comme élément dissuasif-agressif fondamental de sa stratégie militaire por "défenfre le monde du communisme". Malgré le fait que dans le cas de la Chine et de la Corée l'insuffisance de cette conception stratégique avait été démontrée, ce n'est qu'avec la révolution cubaine qu'un changement fondamental s'imposa dans le Pentagone, et, par voie de conséquence, dans les écoles de formation des militaires latino-américains. On élaborera, alors, ce qui fut appelé la stratégie de la "réponse flexible", dans laquelle étaient combinées la défense atomique et la guerre contre-subversive. Dans ce changement, la théorisation française de la

guerre contre-subversive, fruit des défaites militaires subies au Viet-Nam et en Algérie, eut une grande influence (3).

"Nous devons commencer à nous rendre compte que dans la guerre moderne nous ne luttons pas face à un groupe armé déterminé, étalé sur un territoire déterminé, mais face à une organisation clandestine dangereuse et bien armée dont le rôle principal est d'imposer sa volonté à une population. La victoire ne pourra être obtenue que lorsque nous parviendrons à détruire cette organisation" (4). Ce sont les concepts du Colonel R. Trinquier selon lesquels le terrorisme est l'armée utilisée par la subversion pour gagner l'appui de la population, qui se sent dans le désarroi et l'insécurité. Le terroriste doit être éliminé physiquement ou torturé jusqu'à sa reddition psychologique. L'ennemi est diffus: "On peut le rencontrer souvent au coeur de la nation, dans la ville même où l'on réside, dans le cercle même d'amis dans lequel on se déplace, peut-être dans sa propre famille" (5). L'auteur analyse longuement les méthodes légales dont la subversion se sert, il affirme "que tout parti qui aide l'ennemi doit être considéré comme ennemi", et il donne de normes d'action contre la subversion: contrôle de la population, création d'un vaste système adéquat d'espionnage et de répression (6). Il avertit que les campagnes en faveur du respect de la légalité et contre les abus de la force de répression sont inévitables, et qu'on ne doit pas les écouter. Il s'agit d'une guerre totale dans ses fins et ses moyens.

Ces idées pénétrèrent, comme nous l'avons dit, dans le système interaméricain de défense. Les inquiétudes des Etats Unis devant le triomphe de la révolution cubaine fut triple: figer le pouvoir guerrier cubain en empêchant que celui-ci ne puisse compter avec les charges nucléaires (conflit des missiles), isoler Cuba sur les plans économique et politique en l'expulsant de la OEA et en établissant un blocus économique, comme moyen adéquat pour que certaines opérations ponctuelles d'intervention puisse changer le cadre politique interne, et, enfin, empêcher que ne se répètent des expériences semblables, soit par voie armée, soit par voie électorale. Le concept de subversion se généralise jusqu'à contenir en lui tout phénomène profond de changement social, et l'entraînement des officiers latino-américains s'intensifie dans la zone du Canal de Panama (Ecole des Amériques) et aux Etats Unis eux-mêmes. Le thème central de cet entraînement est la guerre contre-subversive au nom de la sécurité nationale.

Les débuts de mouvements guérilleros inspirés de l'expérience cubaine, tous en lutte ouverte avec les partis de ce que l'on appelle "gauche traditionnelle" latinoaméricaine, vinrent confirmer dans la pratique, aux yeux des militaires, l'urgence de changer leur perspective stratégique de la défense extérieure à la sécurité intérieure. Presque toutes les armées latinoaméricaines ont eu au cours de la dernière décade l'expérience dans le combat contre des mouvements guérilleros urbains et ruraux. L'entraînement reçu s'est révélé efficace et l'action déployée implacable. Les guérilleros ont subis des défaites sur les plans militaire et politique.

Mais non seulement il s'est produit une réaction au niveau national, mais également au niveau de l'hémisphère. Il y eut une théorie du système pour se défendre en envahissant militairement un pays qui serait menacé par un conflit interne, comme cela se produit de fait dans la République Dominicaine. A cause des problèmes politiques que cette intervention a apportés, les Etats Unis et certains gouvernements militaires de l'époque établirent la nécessité de créer une "force interaméricaine de paix", corps armé multinational permanent qui serait appelé à agir dans tout pays latino-américain dans lequel la stabilité du système se trouverait menacée. L'idée n'a pas eu de suite à cause de l'opposition de plusieurs gouvernements démocratiques de la région, mais elle reste latente jusqu'à aujourd'hui dans les propositions réitérées de certains régimes militaires pour coordonner l'action anti-subversive. Les Conférences des armées latino-américaines de 1965 et 1969, face à la vulnérabilité -selon eux- du système interaméricain de défense, et à l'insuffisante définition du concept d'"agression" dans l'article 9 du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque, recommandèrent aux gouvernements respectifs l'incorporation de la Junte Interaméricaine de Défense comme organisme assesseur permanent de l'O.E.A en matières stratégiques-militaires. Cette question fut exposée à nouveau dans la XIème Conférence des Armées Américaines par le général Gustavo Alvarez, représentant de la Junte Militaire de Pinochet. Affirmant sa position le général Alvarez soutint: "Le monde se trouve réellement en guerre, une guerre qui ne répond pas au patron classique de fronts linéaires et ouverts, mais d'actions cachées dans lesquelles on ne distingue pas l'avant-garde de l'arrière-garde, et dans laquelle on recourt à la violence matérialisée par des actes d'hostilité et d'opposition tenace à tout ordre juridique et social établi... Les pays américains ont convenu de s'engager à participer à la défense du continent menacé de façon permanente et systématique par les intentions de domination mondiale qu'effectue le communisme soviétique. Les Forces Armées dans leurs pays respectifs et considérées ensemble sur le Continent, ont constitué la protection la plus ferme dans la lutte contre le marxisme et c'est ainsi que dans la grande majorité des pays, occasionnellement, se sont établis des gouvernements militaires afin d'éloigner le danger du fouet communiste... Cependant en diverses occasions on observe des attitudes hésitantes dans certains pays... On permet avec cela l'intronisation de régimes socialisants avec des risques évidents de projection vers des sphères voisines... Ce qui vient d'être dit nous oblige à insister sur le fait qu'il est nécessaire de revoir tout le système interaméricain de Défense". C'est-à-dire, au moyen d'un mécanisme ou d'un autre, on insiste sur l'idée d'institutionnaliser la coordination militaire continentale pour étouffer les expériences démocratiques et socialisants et combattre la subversion.

La Sécurité Nationale est devenue la norme maximale de l'Etat militariste et la sécurité de l'hémisphère le principe recteur du système interaméricain.

NOTES:

- (1) Au sujet de la militarisation de la vie politique en Amérique latine et de ses causes structurales, voir "Classi sociali e forze armate in America La tina, Luis Razeto (ronéotypé)
- (2) El CAEM y la Revolucion de las Fuerzas Armadas peruanas, Víctor Villanueva, Instituto de Estudios Peruanos, Campodónico Editores; Lima, 1972, p. 27.
- (3) Voir sur le thème: Sécurité Nationale et Politique, dans le livre "SEGURIDAD NACIONAL Y BIEN COMUN", Genaro Arriagada, Santiago du Chili, 1976, Talleres Graficos Corporacion.
- (4) LA GUERRA MODERNA, Colonel Roger Trinquier, Ed. Rioplatense, p. 22, 24 et 25, cité par Arriagada op. cit.
- (5) Id., p. 41
- (6) Id., p. 42

EGLISE ET DICTATURE

DECLARATION DE L'EPISCOPAT APRES LA SUPPRESSION
DEFINITIVE DES PARTIS

Le 12 Mars 1977, la Junte gouvernementale décrétait la dissolution de tous les partis suspendus depuis le 11 Septembre 1973. La mesure visait en particulier la Démocratie Chrétienne de M. Eduardo FREI, accusée de complot contre le régime. Le 18, le général Pinochet prononçait un discours important pour justifier la mesure et sa politique.

Pour sa part, le Conseil permanent de l'épiscopat chilien rendait publique, le 25 Mars suivant, une déclaration importante sur la situation du pays, sous le titre "Notre communauté nationale". Il convient de noter la coïncidence entre cette prise de position et la dissolution du Parti Démocrate-Chrétien.

Le journal "El Mercurio" s'en prenait vigoureusement aux évêques. C'est qu'en effet le document publié par eux comporte un certain nombre de points qui ne peuvent laisser indifférent le gouvernement : la distance que prend l'épiscopat sur "l'humanisme chrétien" affiché par le gouvernement dans sa Déclaration de principes pour la réforme constitutionnelle; le rappel du droit à l'existence pour les groupes intermédiaires tels que partis et syndicats ; la demande vigoureuse de garanties constitutionnelles pour les personnes arrêtées en particulier les quelques 1.500 "disparus" dans le pays ; l'absence de liberté de presse et une forte critique de la politique économique appliquée par les tenants de l'école de Chicago.

Si le document des évêques ne remet aucunement en cause la légitimité du régime actuel, bien au contraire, il n'en est pas moins la plus forte critique que les évêques lui aient adressé à ce jour.

NOTRE COMMUNAUTE NATIONALE

Réflexions et orientations pastorales.

1. Une perspective morale et pastorale

Comme tant d'autres pays, notre patrie passe par une situation de changement. Nous recherchons anxieusement des voies nouvelles nous permettant de réorganiser la vie publique et de restaurer les structures sociales. Le défi est celui du maintien des grandes valeurs qui ont, dans le passé, constitué la base de notre caractère national et de notre vie collective; il s'agit de les intégrer dans un statut juridique supprimant les défauts ou les vices qui ont paralysé la vie collective au cours des dernières années.

En un tel moment, comme à tous les autres grands moments de la vie de la patrie, la voix de l'Eglise doit se faire entendre à ses fils et à tous les hommes de bonne volonté afin de les orienter et de clarifier, grâce à la doctrine de l'Evangile, les grands problèmes et les choix de l'heure. En parlant de cette question qui intéresse tous les chiliens et qui doit avoir des incidences décisives en bien ou en mal pour notre patrie, nous ne faisons que maintenir une tradition constante au Chili et qu'exercer un droit que le Concile récemment tenu, traduit en ces termes :

" Il est juste que l'Eglise puisse partout et toujours prêcher la foi avec une authentique liberté, enseigner sa doctrine sur la société, accomplir sans entraves sa mission parmi les hommes, porter un jugement moral, même en des matières qui touchent le domaine politique, quand les droits fondamentaux de la personne ou le salut des âmes l'exigent" (Gaudium et Spes, 76).

Nous nous sommes invariablement tenus à cette norme quels que soient les régimes politiques. C'est à ce titre que nous prenons encore une fois la parole, en conformité avec notre souci et notre compétence qui sont d'ordre exclusivement moral et pastoral. Notre intervention est d'autant plus nécessaire que les nouvelles perspectives politiques esquissées s'insèrent dans un cadre de pensée et d'action présenté comme humaniste et chrétien. Il ne fait en ce cas aucun doute que l'Eglise est particulièrement autorisée à prendre la parole.

2. L'humanisme chrétien

Nous avons entendu avec satisfaction le président de la République réaffirmant que son gouvernement s'inspire

fondamentalement de l'humanisme chrétien. C'est pourquoi il est important de rappeler quels sont, d'après l'Eglise, les éléments essentiels de cet humanisme.

La conception chrétienne de l'homme et de la société repose sur notre croyance en la dignité de la personne humaine : "Qu'est-ce donc que l'homme, que tu en gardes mémoire, le fils d'Adam, que tu en prennes souci ? A peine le fis-tu moindre qu'un Dieu, le couronnant de gloire et de splendeur ; tu l'établis sur l'oeuvre de tes mains, tout fut mis par toi sous ses pieds" (Psaume 8). C'est ainsi que plusieurs siècles avant la venue du Seigneur, le psalmiste voyait le destin de l'homme. Le Nouveau Testament est encore plus explicite. L'homme, nous dit-il, est créature de Dieu, fils de Dieu, collaborateur de Dieu, héritier de Dieu. Nous pouvons ainsi affirmer que les droits de l'homme ont été promulgués par Dieu avant même de l'être par les hommes.

Conformément à cet enseignement, la Déclaration de principes du gouvernement actuel du Chili reconnaît que l'individu a des droits naturels antérieurs et supérieurs à l'Etat, droits que l'Etat doit reconnaître et dont il doit régler l'exercice, mais qu'il ne peut en aucun cas nier puisque ce n'est pas lui qui les concède.

Cette même dignité de l'homme "exige de lui qu'il agisse selon un choix conscient et libre, mû et déterminé par une conviction personnelle et non sous le seul effet de poussées instinctives ou d'une contrainte extérieure" (G.S., 17). Il s'ensuit également que la personne humaine est supérieure à l'Etat - ce que reconnaît la déclaration de principes - et que l'ordre des personnes prime l'ordre des choses. "Cet ordre, déclare le Concile, doit sans cesse se développer, avoir pour base la vérité, s'édifier sur la justice et être vivifié par l'amour ; il doit trouver dans la liberté un équilibre toujours plus humain" (G.S., 26).

En conséquence, "le respect et l'amour doivent aussi s'étendre à ceux qui pensent ou agissent autrement que nous en matière sociale, politique ou religieuse (...) Mais on doit distinguer entre l'erreur, toujours à rejeter, et celui qui se trompe, qui garde toujours sa dignité de personne, même s'il se fourvoie dans des notions fausses ou inoffensives en matière religieuse" (G.S., 28).

3. Le pouvoir judiciaire et les "disparus".

En se basant sur ces mêmes principes, Son Excellence le Président de la République réaffirme "le respect strict de son gouvernement pour l'indépendance du pouvoir judiciaire et sa souveraineté dans toutes ses décisions, car c'est la clé d'un état de droit" (Discours du 18 Mars 1977).

Nous sommes d'accord avec une réaffirmation aussi solennelle d'un principe dont nous avons sans cesse exigé l'application afin que nul pouvoir officiel ou groupe spontané ne prétendit s'arroger indûment des droits et disposer de la liberté, de l'honneur ou de la vie des citoyens en marge de toute disposition et protection de la loi.

Nous profitons de l'occasion pour demander respectueusement à Monsieur le Président de la République de faire le nécessaire pour que le Gouvernement collabore au maximum avec la justice pour tirer totalement et définitivement au clair la sort de chacun des présumés disparus depuis le 11 Septembre 1973 jusqu'à ce jour, faute de quoi il n'y aura ni tranquillité pour leurs familles, ni paix véritable pour le pays, ni modification de la réputation du Chili à l'étranger. Si des abus ou des actes arbitraires - parfois inévitables- ont été commis, il vaut mieux le reconnaître et prendre les mesures qui s'imposent pour qu'ils ne se renouvelent pas. Si chacun des cas dénoncés vient à recevoir une explication valable, le gouvernement, ce faisant, sortira renforcé aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale.

4. Partis politiques et courants d'opinion

Le gouvernement a estimé nécessaire de "mettre fin à l'existence des partis politiques traditionnels" qualifiés par lui de "groupes cherchant à prendre le pouvoir pour leur bénéfice propre et exclusif et de "machines à conquérir le pouvoir dans lesquelles un petit nombre de dirigeants, démunis de tout titre et de toute responsabilité juridique, faussent la participation populaire et la soumettent à conditionnement" (Discours du 18 Mars 1977). "Dans le cadre de la nouvelle constitutionnalité -est-il encore dit- les partis politiques deviendront de simples courants d'opinion dont l'influence sera fonction de la qualité morale de leurs membres et du sérieux de leurs points de vue doctrinaires et pratiques" (Ibid.).

Pour qu'un débat sur l'existence des partis politiques ou des courants d'opinion soit constructif et bénéfique à notre vie collective de demain, il semble juste de tenir compte non seulement des méfaits et excès des luttes partisans

- dont notre pays a été victime au cours des dernières années- mais également des bienfaits appréciables dont une saine rivalité de partis a fait profiter la patrie durant cent cinquante années de vie républicaine. La tradition et le caractère profondément juridique de notre nation, auxquels le gouvernement entend être fidèle, doivent beaucoup à l'existence de partis représentatifs des grands courants de pensée civique.

Il serait parfaitement injuste de méconnaître les mérites évidents et les grandes qualités civiques de nombreux hommes politiques qui ont, depuis O'Higgins jusqu'à maintenant, été l'honneur et la gloire de l'histoire de notre patrie. Il est évident qu'un pays peut, à un moment donné, choisir un nouveau modèle politique lui paraissant plus conforme à son génie propre et à sa réalité nationale. Mais ainsi que le rappelle constamment l'Eglise dans son enseignement; cette structuration nouvelle ne peut être que le fruit d'un consensus national libre, adulte et exprimé légitimement.

"Certes, déclare le pape Paul VI, les choix proposés à la décision sont de plus en plus complexes, les considérations à inclure multiples, la prévision des conséquences aléatoire (...). Mais ces obstacles ne doivent pas ralentir une diffusion plus grande de la participation à l'élaboration de la décision, comme aux choix eux-mêmes et à leur mise en application. Pour faire contrepoids à une technocratie grandissante, il faut inventer des formes de démocratie moderne, non seulement en donnant à chaque homme la possibilité de s'informer et de s'exprimer, mais en l'engageant dans une responsabilité commune". (Octogésimo Adveniensi).

5. La dignité de la politique

L'Eglise ne peut réprover comme étant assoiffés de pouvoir ou coupables de subversion des citoyens qui exercent leur droit et font leur devoir d'analyse du moment présent, de prospection de l'avenir et de recherche des moyens juridiques leur permettant de présider aux destinées de la patrie, conformément à des convictions légitimes. Elle a un sens des plus élevés de l'action politique authentique. Elle la qualifie d'"art très difficile mais aussi noble" et déclare qu'"il est conforme à la nature de l'homme que l'on trouve des structures juridico-politiques qui offrent sans cesse davantage à tous les citoyens, sans aucune discrimination, la possibilité effective de prendre librement et activement part tant à l'établissement des fondements juridiques de la communauté politique qu'à la gestion des affaires publiques à la détermination du champ d'action et des buts des différents organes, et à l'élection des gouvernants" (G.S.75).

Le magistère de l'Eglise rappelle constamment et clairement aux chrétiens le devoir qui est leur en conscience, de participer à la réalisation du bien commun "L'Eglise tient en grande considération et estime l'activité de ceux qui se consacrent au bien de la chose publique et en assurent les charges pour le service de tous". Ceux qui se découvrent cette vocation, elle les invite à "lutter avec intégrité et prudence contre l'injustice et l'oppression, contre l'absolutisme et l'intolérance, qu'elles soient le fait d'un homme ou d'un parti politique". Il leur est demandé de se dévouer au bien de tous "avec l'amour et le courage requis par la vie politique" (G.S., 75). Ils sont invités à reconnaître le pluralisme légitime des opinions temporelles divergentes et à respecter les citoyens qui, en groupe aussi, défendent honnêtement leur opinion. L'Eglise ne confond pas l'activité politique avec la soif de pouvoir aux postes de commandement ou en situation de citoyen ordinaire ; les chrétiens sont tenus de développer le sens des responsabilités pour une tâche active de service et de charité sociale. C'est pourquoi l'Eglise demande aux gouvernements de se garder de faire obstacle (...) aux corps et institutions intermédiaires, ou d'empêcher leurs activités légitimes et efficaces; qu'ils aiment plutôt les favoriser, dans l'ordre (G.S., 75).

Tels sont quelques uns des postulats qui sont à la base de l'existence, dans la société civile, d'un ordre d'inspiration chrétienne.

6. L'unité nationale

Les expériences dramatiques qui ont dilacéré la famille chilienne ramènent au premier plan de la conscience des gouvernants et des gouvernés la préoccupation fort compréhensible de l'ordre et de la tranquillité sociale, ainsi que la nécessité d'un effort sincère en faveur de la paix et de l'unité nationale.

Mais la charité et l'efficacité employées pour y parvenir posent des questions. Il y a des gens qui prennent pour une menace contre l'unité nationale l'existence des groupes dont les opinions politiques et sociales sont divergentes, voire dans une certaine mesure antagoniques. Ils s'emploient alors à l'interdire, plus ou moins totalement et plus ou moins ouvertement, les activités, les moyens d'expression et les groupes qu'ils supposent traduire une pensée, sur le présent et l'avenir de la nation, différente de celle préconisée par l'autorité.

Il faut rappeler le point de vue de l'Eglise sur le pluralisme légitime qui peut et doit exister dans le domaine des idées et des groupes politiques et sociaux, ainsi que sur la nécessité de l'unité nationale et la manière de la réaliser : "Les hommes qui se retrouvent dans la communauté politique sont nombreux, différents, et ils peuvent à bon droit incliner vers des opinions diverses. Aussi, pour empêcher que, chacun opinant dans son sens, la communauté politique ne se disloque, une autorité s'impose qui soit capable d'orienter vers le bien commun les énergies de tous non d'une manière mécanique ou despotique, mais en agissant avant tout comme une force morale qui prend appui sur la liberté et le sens de la responsabilité" (G.S., 74).

En ce qui concerne la pensée marxiste et les partis politiques qui s'en inspirent, nous renvoyons à ce que nous avons dit dans "Evangile et Paix", en septembre 1975.

Les chemins de la paix et de l'unité ne passent pas par l'imposition. L'unité - tout comme la vérité, religieuse y compris - ne s'impose pas : elle se propose en vue d'une adhésion personnelle et d'une conviction intime.

7. La liberté d'expression

Nous tenons également à donner notre opinion, conforme à la doctrine de l'Eglise, sur les mesures, dont certaines récentes, qui restreignent de façon substantielle la liberté d'information et d'opinion, sans censure préalable. De telles mesures ne favorisent pas la formation d'une opinion publique authentique qui est une exigence indispensable au consensus national. L'unité d'un peuple repose sur la possibilité qui est offerte, grâce à des moyens d'expression nombreux et efficaces, à tous les interlocuteurs valables pour qu'ils puissent donner honnêtement leur opinion, favorable ou défavorable, dans toutes les phases décisives de la vie de la nation.

Comme l'enseigne l'Eglise " là où n'apparaîtrait aucune manifestation de l'opinion publique, là surtout où il faudrait constater la réelle inexistence par quelque raison que s'explique son mutisme ou son absence, on devrait y voir un vice, une infirmité, une maladie de la vie sociale (...)

" Etouffer la voix des citoyens, la réduire au silence forcé, est, aux yeux de tout chrétien, un attentat au droit naturel de l'homme, une violation de l'ordre du monde tel que Dieu l'a établi " (Pie XII, Congrès International de la Presse Catholique, 17 Février 1950).

C'est pour nous un devoir de justice de noter que l'immense majorité des citoyens, des organisations professionnelles ou syndicales et des moyens de communication sociale ont fait preuve de maturité, de compréhension, de réalisme et de sens patriotique, même quand ils n'étaient pas d'accord avec le gouvernement ; car ce dernier, à notre

avis, se doit de reconnaître à eux tous non pas davantage de restrictions mais davantage de possibilités d'expression et de collaboration propres à rétablir un consensus véritable.

Les conséquences de ces mesures peuvent être graves tant pour la réputation du Chili à l'étranger, concernant l'existence des droits civiques dans le pays, que pour le développement dans notre patrie de la pensée, de la recherche et de la culture. L'Eglise ne peut pas non plus, en conscience, admettre les restrictions apportées à son droit légitime de recevoir des informations et d'enseigner sa doctrine.

8. La constitution et la loi

Les accusations répétées -et même les condamnations - que de hautes instances internationales portent contre le gouvernement chilien à propos de la violation des droits de l'homme sont pour tous les chiliens un motif d'humiliation et constituent un défi.

Il ne fait pas de doute qu'il existe une campagne internationale contre le gouvernement de notre pays, principalement organisée par des gouvernements et des partis marxistes. Certains d'eux qui nous accusent pratiquent des violations pires que celles qui nous sont reprochées.

Nous avons tous tendance à voir "la paille dans l'oeil du voisin plutôt que la poutre dans le nôtre".

Nous constatons que le gouvernement de notre pays s'efforce d'instaurer un ordre juridique offrant davantage à ceux qui sont actuellement arrêtés ou qui pourront l'être à l'avenir. Nous prenons également acte des paroles du Président de la République déclarant dans un discours récent qu'il ne confondra jamais l'autoritarisme avec l'arbitraire et la persécution des personnes "; et qu'il ne se servira d'aucune disposition légale pour étouffer la liberté de pensée ou de conscience".

Cependant, nous pensons que le respect des droits de l'homme ne sera pas totalement garanti tant qu'une constitution, ancienne ou nouvelle, ne sera pas en vigueur et ratifiée par un vote populaire ; tant que les lois ne seront pas dictées par les représentants légitimes des citoyens ; et tant que l'ensemble des organismes d'Etat, du plus grand au plus petit, ne seront pas subordonnés à la constitution et à la loi. Telle est la base de toute société à édifier comme "de la tradition et du caractère profondément juridique de notre pays", comme l'affirme dans ce même discours le Président de la République.

Dans cette perspective, les modifications apportées de façon brutale par les Actes Constitutionnelles déjà édictées par le gouvernement, apparemment sans consultation préalable de la commission de la constitution ni du Conseil d'Etat, ont fait naître une préoccupation dont son Excellence a jugé "opportun de tenir compte". Nous sommes entièrement d'accord avec Son Excellence le Président de la République quand il déclare qu'une réforme éventuelle des Actes constitutionnelles en vigueur répond à une nécessité juridique d'ordre général.

9. La situation économique

Nous voulons, pour finir, dire notre préoccupation devant la situation difficile que connaissent de nombreux chiliens. L'Eglise n'est pas techniquement compétente en matière économique, c'est évident. Mais les orientations économiques se traduisent aussi en problèmes moraux et la communauté nationale -titre et thème de ce document- est affectée par la réalité économique du pays.

Nous avons entendu, dans la bouche du Président de la République et du Ministre de l'Economie, des paroles d'espoir et l'annonce d'un décollage économique proche.

Cependant, nous insistons sur le fait que le problème demeure angoissant et urgent. Urgent, parce que pour de nombreuses familles, en particulier celles qui sont sans emploi ou reçoivent l'indemnité minimale, leurs conditions de vie sont pratiquement devenues intolérables. Nous comprenons que la reconstruction économique du pays exige de tous des sacrifices importants. Mais ce sont les paysans, les ouvriers et les habitants des banlieues qui semblent en supporter le poids de façon excessive et disproportionnée.

D'autres, par contre, gagnent de l'argent sans travailler, sur la base de la spéculation ou d'intérêts usuraires. La Bible dit pourtant : "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front"; cette maxime demeure valable, aujourd'hui comme hier. L'Eglise a condamné l'usure et la soif démesurée de gain qui privent les faibles de pain; cette condamnation est toujours valide.

Nous rappelons qu'il est contraire à la doctrine sociale de l'Eglise d'édifier un modèle de société dans lequel "le profit est le moteur essentiel du progrès économique; la concurrence, la loi suprême de l'économie; et la propriété privée des moyens de production, un droit absolu (Evêques d'Espagne, février 1977).

Le développement de l'économie dépend des décisions prises au plan national et le droit à la participation, que défend la doctrine sociale catholique, s'applique aussi à l'économie. Dans le domaine économique il se crée facilement une élite technocratique qui tend à se réserver toutes

les décisions . Certains en viennent à penser que les décisions d'ordre économique dépendent uniquement de raisons scientifiques, comme s'il n'y avait pas dans les sciences humaines une diversité d'opinions et de théories qui permet donc la diversité de choix.

Soutenir que les problèmes économiques n'admettent qu'un seul type de solution, sans alternative, c'est instaurer le règne de la science et des élites scientifiques et passer par-dessus les responsabilités propres à l'homme. C'est également supposer que les décisions prises ne se basent que sur des raisons scientifiques et qu'aucune raison d'ordre dogmatique ou d'intérêt de groupe n'intervient dans ces décisions. La réalité n'est pas telle : les positions doctrinaires et les intérêts de groupe pèsent souvent, parfois inconsciemment, sur les décisions prises.

Au nom des droits de l'homme et au nom du droit à la participation, l'Eglise demande que les différents choix économiques soient proposés en débat ouvert. Elle demande que l'accès aux décisions et la possibilité de faire pression ne soient pas réservés à une seule école de pensée ou à quelques groupes économiques privilégiés. Sans un grand débat national, les raisons avancées par les spécialistes manquent de la crédibilité suffisante. Il y a généralement plus de sagesse dans plusieurs propositions qui se confrontent que dans une seule qui se présente autoritairement et sans contradiction.

10. Une parole d'espoir

Le discours du Président de la République du 18 Mars est une parole d'encouragement qui a suscité l'espoir chez beaucoup en dissipant partiellement la mauvaise impression laissée par les événements antérieurs.

Nous joignons notre voix à cet encouragement. Nous souhaitons que soit mis fin à la situation d'urgence dans laquelle nous vivons depuis plus de trois ans, que se précise l'ordre juridique accepté par la grande majorité des chiliens et que toutes les personnes de bonne volonté soient invitées à participer, de façon digne et responsable, à la reconstruction économique et morale de notre patrie à tous.

Le Conseil Permanent
de la Conférence Episcopale du Chili

Juan Francisco Fresno, Président de la Conférence
Raul Cardinal Silva, archevêque de Santiago
Carlos Gonzalez, évêque de Talca
Alejandro Jiménez, substitut de Mgr José Manuel Santos
Francisco José Cox, évêque de Chillan
Bernardino Pinera, évêque de Temuco, Secrétaire de
la Conférence.

POSITION POLITIQUE DES EVEQUES

(El Mercurio, le 25 Mars 1977, dans l'editorial "Semaine Politique")

"La violation ouverte de la récession politique de la part des démocrates-chrétiens a provoqué la dissolution des partis. A l'époque, ces colonnes ont fait connaître leur opinion sur l'inconvenance de cette mesure. Mais, quoi qu'il en soit, les partis furent dissous et la rupture de cette récession politique constitue depuis, un délit commun. Même, en fait, cette mesure, suivie de la publication des documents ou rapports démocrates-chrétiens, a stimulé dans quelques milieux l'inquiétude envers les affaires politiques.

La déclaration du comité permanent de la Conférence Episcopale, publiée Samedi par notre journal, révèle une position politique claire. Pour la première fois les Evêques adoptent une ligne politique concrète face au régime militaire. La population sait donc où penser sur la ligne politique des évêques, qui comme toute option politique, laisse la liberté de conscience et ne peut être imposée à personne.

Messieurs les Evêques expriment leur désir de voir "fini le climat du régime d'exception dont nous avons vécu pendant plus de trois ans déjà". Par "climat" ont doit comprendre "régime" d'urgence. Y a t-il inclus le désir de voir la fin du "régime militaire"? On dirait que Oui.

"Il n'existera pas de pleines garanties des droits humains, tant que le pays n'aura pas une Constitution, ancienne ou nouvelle, ratifiée par le suffrage populaire".

Les évêques ne désirent pas des actes constitutionnels, et ils veulent des normes ratifiées par suffrage populaire.

Ils demandent, en plus, que les lois soient dictées par de "légitimes représentants des citoyens", sans cela on devrait considérer qu'il n'y a pas de garantie des droits humains. Clairement, ils affirment que notre système constitutionnel et législatif actuel - l'honorable junte gouvernementale - ne représente pas légitimement les citoyens, déclaration qui nous épargne les commentaires.

Ils ajoutent qu'il n'y aura pas de garanties de respect des droits humains tant que les organismes de l'Etat - y compris la Junte- ne se soumettront pas à la constitution et à la loi. Cette proposition vient à confirmer la méconnaissance de l'autorité même du régime militaire, car elle exige que celle-ci soit soumise au veredict électoral.

Ils se prononcent en faveur d'un régime de partis politiques sans exception, et même ils ne définissent pas "le pluralisme légitime"; n'importe qui comprend que les Evêques sont pour le retour au régime antérieur. Ils remarquent les "appréciables fruits qui pour notre pays ont découlé d'une saine lutte partisan au cours de 150 ans de vie indépendante", mais ils ne mentionnent pas le fait que cette lutte a cessé d'être "saine", débouchant dans un chaos devenu incontrôlable, grâce aux mêmes partis qui maintenant sont soutenus par le Comité Episcopal Permanent.

Avec une citation du Pape Pie XII du 17 Février 1960, ils permettent aux interprètes ultérieurs de dire que "parmi nous n'apparaît aucune manifestation de l'opinion publique", ce qui va plus loin de ce que le document exprime et constitue, certainement, une fausse affirmation.

Quant à la situation économique, ils soulignent la partie la plus douloureuse et qui n'échappe pas à la conscience des autorités, c'est-à-dire, la "difficile situation que subissent tant des Chiliens".

Les prélats lancent un parallèle entre cette difficile situation et celle des gens qui "gagnent de l'argent sans travailler, soit par des spéculations ou par des intérêts usuriers". Le thème des intérêts élevés a été discuté en différents points de vue et le gouvernement fait des efforts pour abaisser ces gains sans risquer ce qui a été gagné sur d'autres points du programme économique. Cependant, l'attention est alertée par le fait que les prélats connaissent des cas des personnes qui gagnent beaucoup d'argent sans travailler. On dirait, par contre, que rarement, au Chili, il a été nécessaire de déployer autant d'activité et autant de vigilance pour gagner cet argent. Et ceux qui ont cru aux bénéfices faciles sont maintenant en prison ou en faillite.

Un jugement condamnatore dirige le document épiscopal contre les économistes, auteurs et exécuteurs du programme du gouvernement. " Au nom des droits humains et au nom de la participation, l'Eglise demande"... disent les Evêques. Ce que l'Eglise demande c'est le débat ouvert sur le programme économique, ce qui a été vraisemblablement accompli jusqu'à satiété dans les forums et publications de journaux et de revues. Elle demande aussi que "l'accès aux décisions " et "la possibilité d'exercer une pression" ne soient pas réservés à une seule école scientifique ou à quelques groupes économiques'.

Cet aspect du document est par ailleurs surprenant. La nomination du Ministre des Finances et des autres fonctionnaires publics a toujours été l'attribution exclusive du Président de la République, donc il est inconvenant que son Excellence reçoive des suggestions pour donner sa confiance à des fonctionnaires ou techniciens d'autres écoles scientifiques ou d'autres groupes. La plénitude du Pouvoir Exécutif revient au Président et il n'y a pas un gouvernement qui désigne des fonctionnaires au goût de l'opposition.

Dans une circonstance lamentable, on a dû dénoncer des tendances cléricalistes dangereuses. Dans ce cas-là, nous sommes en présence d'un document épiscopal clair et explicitement politique, dont les auteurs ne peuvent invoquer que le droit à être entendus avec respect, et à juger leurs opinions à la lumière de la raison naturelle.

Messieurs les Evêques agissent comme des citoyens qui sont descendus cette fois à la polémique politique. Ils sont couverts par leur haute investiture, mais ils ont touché des sujets discutables dans lesquels la force de leur autorité pastorale n'entre pas en ligne de compte.

Dimanche 27 Mars 1977

- 0 - 0 - 0 - 0 - 0 -

=====

Déclaration du Comité Politique de l'Unité
Populaire

Le Comité Politique de l'Unité Populaire à l'Extérieur s'est réuni à Stockholm du 21 au 23 mars. A la fin des délibérations la déclaration qui suit, fut rendue publique.

Le Comité Politique de l'Unité Populaire à l'extérieur s'est réuni à Stockholm au moment où la dictature est secouée par une nouvelle crise. Les événements déclenchés à partir du 11 mars ont réaffirmé l'évidence de l'instabilité du régime et confirmé pleinement la justesse de la ligne politique définie par nos partis lors de la réunion qui s'est tenue en décembre 1976, à l'intérieur du pays.

Cette crise n'est pas accidentelle ni passagère. Elle s'approfondit de jour en jour. Un gouvernement qui a conduit son pays au carrefour de son histoire le plus dangereux ne peut être et ne sera jamais stable.

La débâcle économique se poursuit avec, ses conséquences de misère, de faim, de chômage et de ruine. Alors qu'on applique une politique qui va à l'encontre de l'écrasante majorité de la population, et en premier lieu des travailleurs, l'on fait du Chili le paradis de la spéculation et de l'usure. L'ensemble des biens et services dont disposent les Chiliens a été ramené au niveau d'il y a dix ans. Le niveau de vie continuera à baisser sans qu'existe la moindre espoir de surmonter l'abîme tant que subsistera la dictature.

Le niveau d'investissements sans l'augmentation duquel "on ne peut aspirer à une relance effective et durable" comme le reconnaissent les techniciens mêmes de l'Université du Chili, ne cesse de baisser d'année en année. Or le niveau d'investissements diminue chaque année. L'inflation bat son plein : dépit de deux ans de traitement de choc qui était censé produire des effets instantanés. Le scandale des sociétés financières met à jour le processus de corruption

qui se développe à la faveur de cette politique. En résumé, une poignée de monopolistes antipatriotiques qui profite de la stagnation, de la régression et d'une situation catastrophique pour des millions de gens, fait fortune. Voilà une des racines de la crise.

On ne peut plus continuer à cacher à la majorité des chiliens les crimes du fascisme. L'héroïsme serein des femmes et des parents des "disparus" a ému de larges secteurs du pays et de l'opinion publique internationale. Leur action, destinée à faire la lumière sur le destin des détenus séquestrés, a rendu impossible l'indifférence exprimant les sentiments de la majorité, des secteurs croissants du pays se sont unis pour exiger ouvertement au Chili, la fin de ce drame. Ces actions courageuses permettent de mieux comprendre les secousses qui ébranlent la Junte.

La terreur s'est avérée impuissante à endiguer la lutte populaire. Au cours de l'année 1976, le mouvement de masses, notamment dans le domaine syndical a acquis un nouvel élan et a multiplié ses formes d'expression tout en développant l'accent unitaire. La Junte n'a pas réussi à faire plier l'esprit démocratique de la jeunesse. Les mouvements de jeunes ont connu un essor significatif durant l'année 1976.

L'expression culturelle antifasciste a atteint un niveau supérieur. Elle ne fut pas anéantie par les bûchers que le fascisme allume pendant les premiers mois. Ce n'est pas maintenant qu'elle le sera ni même avec les incendies de théâtres et de centres culturels occasionnés par la DINA.

L'accroissement de l'activité au grand jour de l'opposition antifasciste dans le pays va de pair avec le développement de l'organisation et de la cohésion des forces démocratiques. La réunion de nos partis à l'intérieur du pays, en décembre 1976, a mis en relief l'échec de la dictature en ce qui concerne l'aboutissement de son objectif principal: l'anéantissement du mouvement populaire. A la même époque l'opposition du Parti Démocratique Chrétien à la dictature grandit.

L'attitude positive assumée par l'Eglise Catholique dans la défense des droits de l'homme, des libertés démocratiques et sa lutte contre l'interprétation que font ces fascistes de la "Doctrine de la Sécurité Nationale", met en évidence l'ampleur du refus de la dictature de Pinochet.

Ainsi, malgré les dures conditions de vie au Chili, la dictature n'arrive pas à empêcher son isolement croissant à l'intérieur du pays. En même temps son isolement international se poursuit et s'accroît comme la Commission des Droits Humains des Nations Unies l'a ratifié par une condamnation énergique et accablante, approuvant et renforçant ainsi les résolutions de l'Assemblée Générale.

Tels sont les précédents de la crise qui se vit à l'heure actuelle. Pinochet voit avec désespoir la terre trembler sous ses pieds.

Aiguilloné par la peur Pinochet a recours à de nouvelles formes de terreur. Il répond par un fascisme intolérant à tout ce qui n'est pas son propre choix politique. C'est avec justesse que nos partis caractérisent la nature du régime imposé par la junte, et en décembre dernier, depuis l'intérieur, ils signalèrent que le cours des événements conduirait inévitablement à l'augmentation de la répression.

L'illegalisation de tous les partis politiques dont l'activité n'était jusque-là que suspendue, et qui est spécialement dirigée contre la Démocratie Chrétienne, est une nouvelle étape vers la concrétisation des projets anti-démocratiques du fascisme. Si l'on tient compte que ce parti commençait à participer à la défense des droits humains et à se solidariser avec le combat pour les "disparus", son illegalisation, aussi arbitraire que toutes celles que la junte a effectuées, est la preuve la plus évidente de l'impossibilité pour la dictature de se maintenir si elle n'empêche pas par tous les moyens, toutes les manifestations démocratiques.

La maintien au pouvoir de la Junte s'avère impossible sans une intensification progressive de la terreur.

Mais cette même haine répressive l'affaiblit. Le processus d'érosion de la dictature est irréversible même si celle-ci dispose encore aujourd'hui de forces pour se maintenir.

L'Unité Populaire se solidarise avec la Démocratie Chrétienne, forcée à la clandestinité. Nous estimons que sa conduite est un pas positif sur le chemin de la construction de l'unité de forces anti-fascistes. Nous sommes persuadés que les démocrates chrétiens ne se laisseront pas intimider par la répression et qu'ils continueront leur lutte contre la dictature militaire fasciste.

Chaque jour qui voit la dictature se maintenir impose aux chiliens de nouveaux sacrifices. Quand on transforme l'immense majorité du pays, tout son peuple, en "ennemis", quand chaque homme, femme ou jeune qui aspirent à une vie libre et meilleur risquent la persécution, la prison ou la mort, c'est l'intégrité même de la nation qui est en jeu. Prendre le parti de la liberté et de la démocratie devient une exigence impérative. La condition indispensable pour faire triompher cette cause est de parvenir à obtenir le concours du plus grand nombre de citoyens, de tous ceux qui sont frappés par la politique réactionnaire et répressive de la Junte Militaire.

La mise en place de l'unité "anti-dictatorial" n'implique pas que chaque courant renonce aux modes de pensée et objectifs qui sont les siens. Nous n'avons pas renoncé aux nôtres. Nous ne demandons à personne de renoncer aux leurs. Ce dont il s'agit c'est d'avancer ensemble en tenant compte de ce qui nous unit: l'urgent nécessité d'ex-

tirper le fascisme, de restituer les droits civiques et politiques, de construire un secteur économique et social qui tienne compte des intérêts de la majorité du pays, de donner au Chili un gouvernement légitime, érigé sur la base du pluralisme idéologique et qui soit l'expression démocratique de la majorité de la nation.

Il nous faut prévenir que le fait d'avancer des propositions basées sur la division de l'Unité Populaire en vue de surmonter la situation actuelle, constitue une prétention inacceptable. Il en est de même si on envisage une solution excluant nos opinions, notre action et tout ce que nous représentons. Le peuple exige l'unité comme un impératif de l'heure actuelle. L'attitude vis à vis de cette exigence permet d'évaluer jusqu'à quel point la lutte de chacun pour la démocratie est conséquente.

Il y a une leçon, parmi beaucoup d'autres, qu'il faut tirer des derniers événements. Elle montre que le "divisio-nisme" et l'"alternativisme" au sein des forces démocratiques, alors que la question principale est la recherche d'une solution par rapport au fascisme, n'aboutissent à rien de positif ni pour le peuple en général, ni pour ceux qui proposent une alternative excluante.

Nous sommes convaincus que la seule et véritable alternative au fascisme est celle qui se construit sur les bases unitaires les plus larges. Toute autre alternative conçue avec un esprit sectaire, impliquant ou se définissant par exclusions plus ou moins larges de secteurs anti-fascistes, ne saurait être une issue véritable. Elle ne pourrait pas résoudre des problèmes capitaux pour le peuple, risquerait d'entraîner un retour à des périodes épouvantables, empêchant ainsi la solution rapide et profonde exigée par l'immense crise engendrée par la dictature. Ce qui intéresse le peuple c'est que non seulement les expressions actuelles du fascisme soient éliminées mais aussi ses racines profondes.

Nous croyons à la validité du dialogue entre secteurs démocratiques afin de pouvoir élaborer une plateforme politique capable d'exprimer de manière concrète, une alternative populaire à la dictature. Nous recherchons l'unité et nous sommes partisans de résoudre les différences par la lutte idéologique face au peuple, dont nous sommes disposés à accepter le verdict.

L'Unité Populaire n'a jamais caché son aspiration légitime quant à la construction au Chili d'une société socialiste. Cela représente l'objectif d'une large majorité de travailleurs chiliens. Nous n'ignorons pas que le projet historique de la D.C. diffère du nôtre. Mais la concrétisation de l'un ou l'autre de ces projets suppose l'anéantissement du fascisme. C'est pour cela que nous sommes obligés de choisir l'unité, car c'est ce choix seul qui permet d'espérer gagner la confiance des masses. Nous acceptons l'appel de la D.C. nous demandant de tirer les leçons du passé. A notre avis, l'une des plus importantes de ces dernières années a trait à la nécessité du dialogue et de l'u-

nité des forces démocratiques et populaires. Notre entente aurait pu conduire notre peuple à un destin différent, fait de progrès, de justice social et économique, et d'indépendance. Ne pas avoir su conquérir cette unité constitue une faute grave. Personne n'a le droit de répéter une telle erreur.

L'Unité Populaire appelle toutes les forces "anti-dictatoriales", sans exclusion, à se mettre d'accord pour développer l'unité d'action dans la lutte pour vaincre la dictature. Cette tâche est primordiale.

Nous considérons qu'il est dans l'intérêt du peuple que le consensus des forces démocratiques créé par la lutte conduise à façonner, d'un commun accord, les fondements du nouveau régime démocratique qui remplacera celui du fascisme.

A notre avis, il faut aussi avancer dans l'élaboration d'un projet de gouvernement provisoire antifasciste qui devra succéder à la dictature. Ce qui convient au Chili et à son peuple c'est que ce gouvernement soit l'expression de toutes les forces participant à la défaite du fascisme et qu'il intègre tous les courants de pensée qui sont la base de la démocratie chilienne.

Un tel gouvernement devrait se proposer de créer les conditions permettant une large consultation civique concernant les formes que prendra la démocratie antifasciste qui caractérisera l'avenir du pays. Ainsi, le peuple chilien retrouvera sa souveraineté qui lui a été arrachée par le fascisme.

Les mesures politiques, institutionnelles et économiques émises par ce gouvernement recueilleront l'accord des forces démocratiques qui le composent.

Le gouvernement provisoire se proposera l'accomplissement effectif d'un programme qui favorisera un développement indépendant de l'économie, orienté vers la satisfaction des besoins populaires, en la libérant de la domination des monopoles intérieurs et étrangers.

Nous sommes certains que telle est la meilleure voie pour résoudre les problèmes du pays. Nous ne concevons pas sa réalisation comme l'affaire exclusive des civils. Nous estimons indispensable la participation des militaires, dont les sentiments sont patriotiques et démocratiques, aux tâches actuelles: renverser la junte fasciste; et futures: construire un nouvel ordre économique, sauvegarder l'indépendance nationale et bâtir un régime social avancé.

Depuis le jour même du coup d'état, nos partis s'adressent aux membres des Forces Armées pour les mettre en garde sur la duperie et la trahison dont ils ont été victimes et pour leur dire qu'ils sont entraînés vers un échec aux dimensions imprévisibles. Ils peuvent réexaminer nos déclarations et vérifier que nous n'avons pas menti. Pinochet et les siens, eux, n'ont raconté que des mensonges.

Les crimes de la DINAM, la corruption et l'échec ont eu, entre autres, une conséquence que les militaires peuvent les mieux apprécier et juger. Les prévisions du général Prats sont devenues réalité: la sécurité du pays a été gravement compromise et les Forces Armées, tant du point de vue moral qu'institutionnel, ont été profondément touchées.

Nous estimons qu'une tâche indispensable pour les civils et militaires est de faire naître de nouvelles forces armées qui, en assumant l'héritage historique du général Prats, soient "une armée disciplinée, unies, respectée et aimée de son peuple", s'adonnant exclusivement à la défense effective de la patrie. Cela n'a rien à voir avec le patriotisme et le nationalisme purement verbaux de ceux qui veulent livrer notre pays, notre dignité et nos richesses morceaux par morceaux. Les Forces Armées doivent être unies à leur peuple, et non pas séparées de lui par le sang.

Ces Forces Armées-là auront un rôle dans le développement du pays. Elles ne seront plus cloisonnées comme elles l'étaient sous l'oligarchie qui les entraînait ainsi à la défense d'intérêts mesquins.

IL ne faut pas attendre demain pour ouvrir le chemin à ces forces armées, mais commencer dès aujourd'hui. Il s'agit pour les militaires de résister par des formes possibles à la soumission imposée par Pinochet, la Junte et la DINAM; et pour le peuple, d'essayer d'inculquer aux militaires les idées anti-fascistes.

Quelles que soient les alternatives à venir, les formes que prendront la désintégration ou la destruction de la dictature, l'Unité Populaire persistera dans sa vision unitaire, ample et sans exclusions. Nous nous efforcerons toujours de créer l'union de toutes les forces démocratiques. Nous lutterons, en utilisant les formes et les moyens propres à chaque circonstance, afin de matérialiser cette unité. Le développement de l'influence et de l'organisation de l'Unité Populaire est donc une nécessité et une garantie pour le peuple chilien.

Dans ce but il est indispensable d'agir afin de rapprocher les forces démocratiques en créant un champ favorable à leur entente. Dans cet esprit-là, nous proposons à tous les anti-fascistes, la concertation de nos efforts

afin de renverser la Junte et de conquérir pour le CHILI une base démocratique qui puisse assurer les objectifs minimums suivants:

1. Liberté pour tous les prisonniers politiques, reconnus ou disparus, et amnistie pour tous les condamnés par le régime fasciste.
2. Fin de l'état de siège, du couvre feu et des dispositions d'exception qui limitent les libertés publiques.
3. Dissolution de la DINA.
4. Jugement des criminels fascistes par des tribunaux légaux.
5. Retour de tous les exilés en garantissant pleinement leur vie et liberté.
6. Retablisement de tous les droits des partis politiques contribuant au renversement de la dictature.
7. Retablisement de tous les droits syndicaux.
8. Pleine garantie pour la liberté de presse, de réunion et d'association pour toutes les organisations et tous les secteurs démocratiques.
9. Assurer l'existence de tribunaux qui ne soient pas compromis avec la terreur que le pays a subi ces dernières années et qui puissent garantir les droits légitimes de chaque individu.
10. Démocratisation des Forces Armées moyennant l'éradication du fascisme et la réintégration des officiers, sous officiers et soldats expulsés par la Junte.
11. Annuler tous les accords adoptés par la dictature qui ont octroyé des indemnisations indues. Annuler aussi ceux qui ont arraché aux paysans les terres attribuées jadis par l'application de la loi sur la réforme agraire.
12. Restitution de l'autonomie universitaire et élimination de l'influence fasciste dans tous les centres d'éducation par l'expulsion des agents de la dictature.
13. Juste participation de tous les chiliens aux efforts collectifs et au partage du produit national, en restituant aux travailleurs et aux couches moyennes un digne niveau de vie.

14. Rendre au peuple sa pleine souveraineté et le droit de décider de l'avenir de son pays.

L'accord sur tous ces éléments fondamentaux peut et doit être une préoccupation immédiate de toutes les forces anti-fascistes. Cette plate-forme minime nous permet, sans retard, d'inciter à l'unité d'action tous ceux qui s'opposent à la dictature. Elle est une base claire pour le combat quotidien qui doit intégrer tout le peuple. La libération du Chili ne sera obtenue ni par une réorganisation superstructurelle ni seulement par l'appui des forces démocratiques qui, de l'extérieur, collaborent à la lutte du peuple chilien. Il faut rejeter l'arrangeante idée que la Junte succombera sous ses propres contradictions. C'est seulement la lutte résolue et organisée du peuple, du mouvement syndical, des paysans, des étudiants et intellectuels, des petits propriétaires, des commerçants, des hommes et des femmes de toutes générations; en somme, la lutte de tous les démocrates, qui pourra nous permettre de mener à bien notre dessein qui consiste à conquérir le pain, le travail, la justice et la liberté.

La cause du peuple chilien a constitué à partir du coup d'état un vigoureux lien pour le gigantesque mouvement de solidarité mondiale. De même que la lutte de notre peuple a été le facteur fondamental de l'isolement interne de la Junte, le rejet international a contribué d'une façon décisive à son isolement externe. Ces deux éléments sont les parties d'un processus unique qui a sapé irrémédiablement les bases de la tyrannie.

C'est l'heure de déplier plus largement encore les drapeaux patriotiques unitaires pour la libération du pays. Nous souhaitons nous engager dans une lutte noble et difficile, symbolisée par tous les héros de notre peuple, de Bernardo O'Higgins à Salvador Allende. Nous sommes sûrs que grâce au combat organisé et uni, l'histoire ne va pas tarder à inscrire la victoire du Chili sur le fascisme.

STOCKHOLM, le 25 Mars 1977

UNE AUTOPSIE CHILIENNE

par René DUMONT

Ancien Ministre de l'Agriculture du gouvernement Allende, Jacques Chonchol vient de publier un livre (1) dans lequel, en répondant aux questions de Thérèse Nallet, il nous explique les principales raisons de l'"échec" chilien. Les conclusions de cet ouvrage ne sont pas seulement valables pour le Chili et pour l'Amérique Latine- mais également pour la France- surtout au moment où la gauche va sans doute y prendre le pouvoir et rencontrera de grandes difficultés : elle aurait tort de les sous-estimer comme le fit, dans une certaine mesure, l'Unité Populaire chilienne.

On attribue généralement l'échec de celle-ci à l'action de l'impérialisme mondial qui refusait de négocier la dette chilienne et d'accorder de nouveaux crédits, s'efforçait de provoquer la baisse du cuivre et soutenait les actions de l'opposition, dont les plus redoutables furent les grèves des camionneurs. Certes, la droite était dans son rôle en défendant ses privilèges. Mais, isolée, elle n'y serait point parvenue. Son succès fut de réussir à convaincre une large partie des classes moyennes, si importantes au Chili.

Selon Chonchol, le Parti Communiste Chilien assimilait un peu trop vite "le peuple

aux ouvriers des usines, qui ne constituent qu'une faible proportion de la population dans les pays sous-développés.. Le Parti Socialiste était influencé par un certain volontarisme révolutionnaire qui ne tenait pas suffisamment compte des réalités objectives. Dans ce schéma, les classes moyennes n'étaient pas intégrées". Or ces classes moyennes étaient nombreuses dans un pays où l'employé se considérait souvent comme supérieur à l'ouvrier. Elles véhiculaient les valeurs culturelles bourgeoises et caressaient l'espoir d'une ascension individuelle. Le petit bourgeois redoutait un égalitarisme qui lui aurait ôté cet espoir.

L'Unité Populaire a sous-estimé la puissance du sentiment anti-communiste, conséquence d'un stalinisme justement redouté. Allende était très fier d'une dédicace du "Che" lui disant : "Par d'autres chemins vous poursuivrez les mêmes buts révolutionnaires". Mais Chonchol ne parle pas de la longue-trop longue à mon avis- visite de Fidel Castro au Chili qui a provoqué chez les classes moyennes la crainte de l'instauration d'un pouvoir dictatorial, que rappelait sans cesse la presse bourgeoise.

..//

(1) "Chili : de l'échec à l'espoir", le Cerf.

Une opposition majoritaire

Le mode de scrutin a permis à l'Unité Populaire de conquérir la présidence de la République -une des places fortes du pouvoir mais pas la seule- avec une minorité (37%) des voix. Même si elle en a obtenu ensuite 44%, cela ne lui donnait pas la majorité. Majoritaire en voix, l'opposition disposait aussi d'une grande part du pouvoir économique et dominait la presse. Elle détenait la majorité au Congrès, ce qui empêcha Allende de faire adopter les lois indispensables au plein succès de l'Unité Populaire, comme la taxation des riches, pourtant nécessaire pour réduire la consommation des privilégiés.

L'Unité populaire a accru fortement le pouvoir d'achat des travailleurs, ce qui, d'abord, facilitait l'expansion économique. Mais cet accroissement (14% en 1971, 12% en 1972) dépassait celui de la production. D'où une forte augmentation des importations, surtout des produits alimentaires, avec quelques biens d'équipement : ce qui épuisa d'autant plus vite les réserves de devises que le prix de cuivre baissait.

Quand, en 1972, les syndicats firent élever un peu trop vite le niveau des salaires, l'inflation et le marché noir, renforcés par les grèves des camionneurs et des commerçants, accrurent le mécontentement de la population devant les difficultés de ravitaillement.

Leur solution ne fut pas facilitée par les réticences du gouvernement à prendre des mesures de rationnement.

Cela souligne les limites d'une action réformiste, surtout dans le cas d'un gouvernement minoritaire. L'Unité Populaire a bien cherché à se rapprocher de la Démocratie Chrétienne, en 1973, quand elle s'est sentie menacée par les militaires. Mais elle était déjà en position de faiblesse alors qu'après l'élection d'Allende, en 1970, qui l'avait placée en position de force, elle aurait, sans doute, pu négocier dans des meilleures conditions avec une large fraction de la Démocratie Chrétienne. Elle aurait pu établir un programme réformiste plus marqué que celui de Frei mais peut-être plus "raisonnable" dans l'ordre économique, que celui qui fut réalisé.

Chonchol ne dissimule nullement les difficultés internes de l'Unité Populaire, qui ont considérablement réduit sa cohésion et son efficacité. L'extrême gauche du M.I.R. poussait à la roue révolutionnaire, sans toujours se rendre bien compte des responsabilités qu'elle prenait. Allende était bien "un marxiste croyant à la démocratie", mais il redoutait le jugement des jeunes révolutionnaires, craignant par-dessus tout qu'on le dise "passé au réformisme" ou, pis, orienté vers la droite.

Les pentes de la dictature

-54-

L'histoire de cet échec, il fallait absolument l'écrire, en soulignant, comme le fait Chonchol, toutes les responsabilités de la gauche. Car toutes les révolutions qui pourront être tentées, en Amérique Latine ou ailleurs, ont des leçons à tirer de l'expérience chilienne. Si elles acceptent le parti unique, le marxisme-léninisme et la tutelle économique de l'U.R.S.S., comme Cuba, les voilà sur les pentes d'une dictature, d'un totalitarisme qui rebute bientôt la majorité de la population, dont une partie des classes populaires.

Si elles s'orientent vers une solution réformiste de multipartisme, il leur faut prendre la mesure exacte de leurs possibilités réelles. On peut, certes, rehausser le pouvoir d'achat des plus démunis, dans une mesure notable mais sans excès. En revanche, promettre, comme certains le font à gauche en France, une progression du pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs me paraît très dangereux, dans la mesure où cela compromet rapidement la balance des comptes et l'équilibre du commerce extérieur.

Dans son livre(2), Serge Christophe Kolm nous montre bien les dangers de cette trop "classique" politique de gauche.

La gauche française repense actuellement le "Programme Commun". La croissance économique très élevée qu'il nous proposait nous apparaît maintenant, avec la "crise" absolument irréalisable. Sommes-nous alors réduits à renoncer à diminuer les inégalités sociales? Non pas, car il est possible de réduire fortement la consommation des privilégiés, ce qui nous permettrait de sortir du cercle vicieux de la croissance à tout prix. L'austérité, oui pour les riches : et même, en Italie, pour la masse des travailleurs.

Revenons au Chili. CHONCHOL n'a pas perdu l'espoir. Il ne croit pas "que les militaires resteront au pouvoir. Pour l'instant, le Chili tremble comme à la venue de l'hiver ; mais le printemps reviendra et le Chili reverdira". Espérons-le avec lui.

(2) "La transition socialiste, la Politique économique de la gauche", le Cerf.

(Paru dans "Le Nouvel Observateur")